

/UNREVISED/

No. 14 of 2021

RODRIGUES

FOURTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

MONDAY 20 DECEMBER 2021

/UNREVISED/

RODRIGUES REGIONAL ASSEMBLY

MONDAY 20 DECEMBER 2021

CONTENTS

MOTION

ADJOURNMENT

TABLE OF CONTENTS

MOTION

The Commissioner for Social Security and Others:

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021.”

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr Louis Serge Clair, G.C.S.K.)

Mr Louis Serge Clair, G.C.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Legal Services, Marine Services, Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Tourism
Mr Nicolson Lisette	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Water Resources
Mrs Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, C.S.K	Commissioner responsible for Child Development, Cooperatives, Family Welfare, Handicraft, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Prisons and Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Women's Affairs, Education (Administration)
Mr Simon Pierre Roussety	Commissioner responsible for Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Fire Services, Health (Administration), Judicial (Administration), Meteorology (Administration), Postal Services (Administration)
Mr Louis Daniel Baptiste	Commissioner responsible for Consumer Protection, Employment, Housing, Labour and Industrial Relations, Social Security (Administration)
Mr Jean Richard Payendee	Commissioner responsible for Agriculture, Environment, Fisheries. Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Ms Marie Rose de Lima Edouard-Ravina	Commissioner responsible for Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Youth and Sports

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Madam Chairperson	-	Spéville, Mrs Marie Pricie Anjela
Deputy Chairperson	-	Ramdally, Mr Jean Rex
Clerk	-	Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick
Serjeant-at-Arms	-	Constant Perrine, Mr Stenio

/UNREVISED/

RODRIGUES

Fourth Regional Assembly

Debate No. 14 of 2021

Sitting of Monday 20 December 2021

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Madam Chairperson in the Chair)

/UNREVISED/

MOTION

The Commissioner for Consumer Protection and Others (Mr L. D. Baptiste): I beg to move the Motion standing in his name and which reads as follows:

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021.”

Madame la présidente, je vous remercie de me donner l’occasion de présenter ce règlement dans cette Chambre, aujourd’hui. Permettez-moi aussi de remercier mes collègues de ce côté de la Chambre ainsi que les membres de la minorité ici présent pour cette séance spéciale concernant le Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021.

Madame la présidente, pendant les dix dernières années, le gouvernement régional sous la direction de M. Louis Serge Clair a agi de manière déterminée, ambitieuse, courageuse et concrète pour transformer notre île Rodrigues avec la vision de la faire devenir une île écologique. D’ailleurs, la plupart des règlements que nous avons introduit ici, dans cette auguste Assemblée durant ces deux mandats, vont dans ce sens.

La motion qui sera débattu aujourd’hui n’est pas quelque chose d’inédit. C’est probablement un des règlements le plus connu et le plus attendu de la population de Rodrigues. Tout en restant flexible dans la limite du possible, nous maintiendrons le cap sur nos objectifs du développement durable. Nous sommes venus de l’avant avec ce règlement ce matin pour plusieurs raisons.

D’abord, parce que nous avons été à l’écoute. Nous avons été à l’écoute de la population. Nous sommes là pour apporter des solutions au critique formulé par une partie de la population suite à l’adoption du Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles) Regulations 2017 à l’Assemblée régionale le 24 octobre 2017 en l’absence de l’opposition. Nous sommes là parce que nous voulons justement donner une nouvelle chance aux membres de la minorité à participer et apporter des propositions concrètes comme des représentants du peuple digne de ce nom au lieu de choisir la voie facile et d’effectuer des *walk out* comme ce fut le cas en 2017, Madame la présidente.

Madam Chairperson: Respected Member, Volbert, your waiting time is almost over, please you will have the floor in some minutes.

Mr Baptiste: Mais si nous sommes là ce matin, Madame la présidente, c'est surtout, c'est pour respecter l'engagement officiellement pris par le Chef commissaire le 23 mars 2018 lors de son discours budgétaire 2018-2019 au paragraphe 121, je cite : « Madame la présidente, l'introduction des règlements pour contrôler l'importation des véhicules à Rodrigues cadre dans notre stratégie de faire de Rodrigues une île écologique. Suite au réaction de la population, mon gouvernement a décidé de mettre sur pied un comité pour pencher sur le sujet et soumettre des recommandations. » fin de citation.

Et, par la suite, Madame la présidente, lors de son discours du budget du 26 mars de cette année, paragraphe 161, le Chef commissaire a annoncé ceci, donc je cite : « Mon précédent budget faisait mention la mise sur pied d'un comité pour revoir le Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles) Regulations 2017. En ligne avec les recommandations de ce comité, nous avons pris la décision de revoir cette loi pour permettre l'importation des véhicules de moins de 10 ans. Donc, aujourd'hui, Madame la présidente, nous honorons cette engagement. Ces nouvelles réglementations ne peuvent pas se faire du jour au lendemain. Il ne s'agissait pas simplement d'effacer sept ans et de les remplacer par dix ans. C'est beaucoup plus large que ça.

Nous avons eu beaucoup de session de travail en collaboration avec les officiers du bureau Adjoint au Chef commissaire, les officiers de la commission de Consumer Affairs et notre conseiller légale, entre autre. Il y a eu aussi plusieurs échanges de correspondances entre ma commission et le Prime Minister's Office, qui s'occupe également du dossier de Rodrigues ainsi que le ministère du Commerce et des protections des consommateurs. Nous avons dû consulter toutes les parties prenantes pour s'assurer que nous présentons un ensemble des règlements approprier qui répondent au besoin de tous. Nous avons dû nous pencher sur diverses questions, tel que, notre vision pour une île Rodrigues écologique, le bien-être des consommateurs, les provisions légales de la National, Land, Transport Authority et bien sûr la constitutionnalité de ce règlement, entre autre.

Madame la présidente, le *timing* est dû au fait que nous venons de recevoir l'approbation final et officiel du State Law Office au cours de la semaine dernière. Et au final, il fallait respecter les provisions du Standing Orders de l'Assemblée régionale. Donc, cela n'a rien à voir avec les prochaines élections régionales. Mais c'est surtout une question d'engagement et des procédures. Et, c'est important qu'en tant que gouvernement responsable, en tant que représentant digne du peuple de Rodrigues, nous ne fuyons pas devant nos responsabilités. Nous prenons nos engagements, nous assumons nos responsabilités et on

apporte des changements là où c'est nécessaires, là où il se doit dans l'intérêt suprême de la population au lieu de faire des *walk out*, Madame la présidente.

On peut se demander pourquoi le commissaire de la Protection des consommateurs qui présente cette motion cette fois et non pas celui du Transport. La réponse est que nous sommes laissés guides par l'avis du parquet. Donc, *indeed Madam Chairperson*,...

Madam Chairperson: Respected Members from a sitting position are reminded that comments from a sitting position is unparliamentary. Yes, please proceeds, Commissioner.

Mr Baptiste: According to the State Law Office, the issue of importation of motor vehicles falls under consumer protection and/or trade since a vehicle is an imported good albeit of a transport nature. For example, in Mauritius there is a similar regulation, there is a similar limitation from 1.5 to 4 years, which is found in a regulation task under section 35 of the Consumer Protection, Price and Supplies Control Act 1998. Furthermore, under this Act, trade is defined as including importation of goods of which motor vehicles form part. There is also, Madam Chairperson, the Consumer Protection Importation and Sale of Second Hand Motor Vehicles Regulations 2004 in mainland Mauritius which falls under the purview of Consumer Protection.

Etant donné que nous sommes dans la même république donc il est plus pratique d'introduire ces règlements sur le Shipment of Motor Vehicles sous le domaine des protections des consommateurs qui est l'un de mes domaines de responsabilités.

Madame la présidente, après plusieurs sessions de travail avec les différentes *stakeholders*, le Conseil exécutif a agréé pour que nous venons de l'avant avec ce nouveau règlement pour permettre aux gens d'importer des véhicules ne dépassant 10 ans. Vu que mon collègue, l'adjoint au Chef commissaire avait déjà introduit le Shipment of Motor Vehicles Regulations 2017 dans cette même Assemblée le 24 octobre 2017, je ne vais pas entrer dans les détails pour expliquer toutes les sections. Il faut reconnaître que tout n'était pas noir dans ces règlements de 2017 qui sont entrés en vigueur le 1 janvier 2018, comme certains veulent le faire croire. C'est pourquoi beaucoup de section du règlement existant ont été maintenu dans ce que je présente aujourd'hui.

Madame la présidente, mon intervention sera focalisée particulièrement sur les changements que nous avons apportés pour assouplir sa mise en application afin de mieux répondre au besoin de la population. Ainsi, conformément au dernier discours du budget du Chef commissaire, Annex 1 de ce nouveau règlement, une personne qui importe les véhicules

/UNREVISED/

suivants obtiendra un permis d'importation à condition que ceci n'est pas atteint la limite d'âge. Donc, maximale de 10 ans lorsqu'il quitte Maurice. Donc, les types de véhicules concernés par ce changement pour 10 ans sont :

- Auto cycle;
- Motorcycle;
- Motor car;
- Goods vehicle with a public carrier's (A) licence or with a private carrier's (B) licence;
- Motor vehicle with a public service vehicle (taxi) licence;
- Bus with a public service vehicle and road service licence;
- Motor vehicle, other than minibus or bus, with a public service vehicle (contract) licence; and
- Any other motor vehicle, Madam Chairperson.

The only exception to this are:

- Micro bus or minibus to be used as contract vehicles for which the date limit on the date of shipment is eight years; and
- Eight years also for Bus with a public service vehicle (contract bus) licence; and
- Two years for contract car.

The justification, Madam Chairperson, is that, according to the National Land Transport Authority, these are the normal age limit of such vehicle for a person to obtain the necessary licences as per existing policies and regulations. In any case, a person will not be able to import a contract vehicle above eight years since one of the requirements when submitting an application for shipment permit is that, the applicant should produce a valid public service vehicle licence as per paragraph 2 of part 2 of these regulations. Therefore, we have aligned to the policy of the National Land Transport Authority. And, this explains why for three categories of vehicles, even if we wanted, we cannot set the maximum age at 10 years.

Donc, Madame la présidente, à partir d'aujourd'hui, on parlera plus de la loi sept ans mais ce sera plutôt la loi 10 ans. Donc, désormais sera chose du passé.

/UNREVISED/

Madame la présidente, according to Regulations 4 paragraph 5 where the Departmental Head rejects an application, the aggrieved may make an appeal. Donc, là aussi nous avons apporté un changement contrairement au règlement existant concernant au règlement en vigueur. L'appel sera désormais entendu par une autre instance donc en l'occurrence, le Island Chief Executive. Donc, le commissaire concerne ou les officiers de la même commission ne peuvent pas être juge et partie. Donc, nous croyons que c'est mieux pour un jugement plus juste et équitable. Donc, ici à l'Assemblée régionale c'est l'instance suprême pour partager ces avis, pour donner des propositions mais pas dans la rue ou à travers les conférences de presse, Madame la présidente. Donc, c'est pourquoi aujourd'hui, j'espère que les membres de l'opposition vont prendre leurs responsabilités pour dire, pour défendre l'intérêt de cette partie de la population qui ont été choisis pour être ici.

Madame la présidente, le bureau de l'Adjoint au Chef commissaire, qui gère le dossier pour l'octroi des Shipment Permits a informé ma commission que depuis l'entrée en vigueur du RRA Shipment of Motor Vehicle Regulations 2017, les dérogations suivantes ont été effectuées :

- Rodriguan Public Officers posted to Mauritius to ship back their vehicles above seven years to Rodrigues upon their transfer to Rodrigues;
- Companies to ship more than one vehicle within six months when justified;
- Shipment of old vehicles is returned after the deceased or immigration of a relative;
- The grant of a second permit to an application to bring back another vehicle sent to Mauritius for repair;
- Commissions and contractors to ship specialised vehicles above prescribed age, example, lorry mounted drilling rig; and
- The shipment of vehicle above seven years modified for the transport of disabled persons.

Donc, quand nous avons pris soin de toutes ces derogations and in the new regulation here, these new set of regulations as per Regulations 3 paragraph 2 and the Second Schedule which is about exempted persons. In the same line, Madam Chairperson, as spelled out in Regulations 6 – “No person shall be issued with an additional Shipment Permit within a period of six months from the date of issue of the first permit.” However, the Regulation at paragraph

/UNREVISED/

2 also recognised the fact that there are persons to whom restrictions on additional permit should not be applicable. The list is set out in the Sixth Schedule of the Regulations and include the following:

1. An authorised dealer of motor vehicles under the Consumer Protection (Importation and Sale of Second-hand Motor Vehicles) Regulations 2004;
2. The holder of a public service vehicle licence under the Road Traffic Act;
3. The owner of a motor vehicle which has been declared a total loss by a motor vehicle surveyor;
4. Any person who intends to bring back a motor vehicle sent from Rodrigues to the Island of Mauritius for repairs;
5. A Government body or a parastatal body;
6. A legal person engaged in a Government project or any approved project of public interest, wishing to cause the importation of his own motor vehicle from the Island of Mauritius; and
7. Such other person as the Executive Council may approve.

As far as Public Officers on tour of service from Mauritius are concerned, Madam Chairperson, in the existing Regulations, they have the right to bring their vehicles to Rodrigues irrespective of being above seven years and sell or return them to Mauritius at the expiry of their tour of service. It is deemed that they can sell their vehicles. If they sell their vehicles in Rodrigues it defeats the purpose of ensuring that vehicles above a certain age limit do not come permanently to Rodrigues. This issue is addressed in the new Regulations. The Public Officer on tour of service in Rodrigues can bring his vehicle above ten years for use during his stay in Rodrigues but with the obligation of returning it to Mauritius when he goes back on completion of his tour of service.

Madame la présidente, je tiens à remercier mon collègue, l'Adjoint au Chef commissaire, qui a eu le courage de venir de l'avant avec ces règlements malgré toutes la campagne de désinformation encaisserait par ceux qui comme d'habitude vont de la démagogie pour essayer de tirer du capital politique dans des tels circonstances. Depuis l'implémentation de ces règlements, Madame la présidente, on voit des meilleures qualités de véhicules à Rodrigues. L'île n'est plus un dépotoir pour les vieux véhicules venant de Maurice. Avant 2018, beaucoup de personnes importer des vieilles voitures qui avaient un taux de fumigène énorme et qui après très peu de temps n'était plus *road worthy* et sont encore en état de

désintégration dans différentes places à travers l'île. Il y a eu des cimetières de vieille voitures. Ceci, Madame la présidente, était à l'encontre de notre vision d'une île Rodrigues écologique. Les vieux véhicules importer étaient plus dangereux pour les usagers de la route. Notre mission s'est d'assurer la sécurité de la population. C'est pour cela que ce présent gouvernement avait pris l'initiative de promulguer ces règlements. Aujourd'hui, donc nous venons pour apporter des améliorations qui sont devenu possible avec l'expérience acquise après quatre ans d'implémentation. En effet, Madame la présidente, un règlement n'est jamais statique mais évolue dans un processus très dynamique. Avec le temps on voit qu'il y a des choses qui peuvent être améliorées pour les rendre plus pratique. C'est pourquoi ici en toute humilité et toute en gardant le cap, toute en gardant dans la tête notre stratégie pour une île Rodrigues écologique, nous irons de l'avant avec ce nouveau règlement pour le bien-être de la population de Rodrigues.

With these words, Madam Chairperson, I command the motion to the House.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Minority Leader.

The Minority Leader (Mr F. A. Grandcourt): Merci, Madame. Madame la présidente, on voit... on était là lorsque le Chef commissaire adjoint avait présenté le règlement en 2017. Et, en 2021 on voit un autre commissaire qui vient faire l'introduction d'un nouveau règlement dans ce parlement. On peut constater, Madame la présidente, il y a deux façons de pensée, deux façons de présenter, de justifier ce règlement qui sont tout à fait différents. Je me demande s'ils se sont concertés, s'ils se sont parlés. Le commissaire a parlé de tout n'a pas été noir dans le règlement qu'ils vont révoquer aujourd'hui, c'est-à-dire, qu'il est en train de critiquer lui-même et en même temps son collègue d'avoir pris la décision en 2017 de devenir de l'avant avec ce règlement dans le parlement.

(Applause)

Madame la présidente, sept à dix ans, qu'est-ce que ça change ? La loi reste pour nous anticonstitutionnelle dans le sens où comment se fait-il que quelqu'un à Maurice peut acheter une voiture à n'importe quel âge, ici on met des restrictions sur l'importation, l'âge d'importation des véhicules. Combien ça va changer par rapport au pouvoir d'achat ? trois ans ! On peut dire ça en mille roupies. Mais qu'est-ce que ça change, Madame la présidente ? Ça touche combien de personnes à Rodrigues ? On avait dit la dernière fois que le commissaire, le DCC à l'époque, je ne sais pas s'il s'est fait piéger par X ou Y mais ça démontre

l'incompétence du Conseil exécutif à l'époque. Vous n'avez pas su prendre les décisions. Vous dites, vous avez la vision, vous dites que vous avez la jeunesse d'esprit mais aujourd'hui vous venez au parlement révoquer un règlement pour simplement remplacer par un autre règlement mais d'après ce que voit, Madame la présidente, ça ne change presque rien. Quel signal vous lancez à la population ? Quel signal est-ce que vous lancez à cette population ? Quel est votre *mind set* aujourd'hui, venir un 20 décembre, venir présenter ce règlement alors que dans deux mois il y aura les élections. Supposément, il y aura les élections, dans deux ou trois mois, alors que vous avez eu quatre ans. Vous avez eu quatre ans pour venir... Ne venez pas nous raconter parce que nous aussi on a l'habitude à l'époque de faire des règlements. Ne me dites pas que le Legal Adviser va prendre quatre ans pour finaliser les choses. Ne venez pas nous dire que le Parquet va prendre pour finaliser les choses ! C'est un manque de volonté, c'est une manque volonté ! Et, les raisons, les justifications du commissaire ne tient pas la route.

(Applause)

Il a dit... Il vient ici au parlement aujourd'hui pour être à l'écouté - parce qu'il a été l'écouté de ces gens-là. Mais laissez-moi rafraichir la mémoire de ce présent...

Madam Chairperson: Respected Member, Perrine, I think the Minority Leader is able to do his speech by himself. Thank you. Yes, proceeds, Minority Leader.

Mr Grandcourt: Alors, l'introduction du DCC, je cite : « *This is why we have taken care before getting these regulations vetted by the State Law Office and subsequently, it is bringing into this House to hold consultation meetings with major stakeholders. I am referring to the Association des Consommateurs de l'Ile Rodrigues, the Rodrigues Bus Owners Cooperative Society, the Rodrigues Council of Social Services, the Police, the National Transport Authority and major clubs involved in motor riding activities.* » unquote.

Ben, si vous avez été à l'écoute de ces gens-là maintenant vous venez me dire ça ? Mais pourquoi en 2017 vous n'avez pas écouté ces gens-là ? Pourquoi est-ce qu'en 2017, vous n'avez pas écouté tous ces gens-là ? Et, je sais très bien que ces gens-là, j'en ai rencontré certains parmi eux, qui ont dit – sept ans c'est trop peu, c'est-à-dire, ça va être difficile. Madame la présidente, le commissaire a parlé de cimetière de véhicules. Vous savez combien de personne doit se sacrifier pour acheter une voiture ? vous savez combien de pression il y a sur ceux qui veulent acheter une voiture ? Et, si vous passez à travers l'île, là où il y a un mécanicien, vous allez voir combien de voiture presque neuve. C'est là qu'il y a un cimetière. Et, c'est là où on voit l'effet négatif de la loi sept ans. C'est parce que ces gens-là lorsqu'ils

ont une panne, ils ne peuvent pas réparer ces voitures-là. Parce que simplement ils ont payé cher, ils ont pris un *loan*, ils doivent rembourser. Et, savez-vous, Madame la présidente, combien de personne à Rodrigues, combien de propriétaire de véhicule, pour changer leur roue dans leur véhicule, ils passent par CIM. Beaucoup de personne passe par CIM. Allez vérifier. Je croyais que les gens pouvaient facilement acheter une voiture. Ce sont les indications que la loi sept ans est en train de faire des effets négatifs sur le pouvoir d'achat, sur la vie des Rodriguais.

Et, on avait raison, Madame la présidente, en 2017. On avait dit qu'on ne peut pas faire l'appel, quelqu'un ne peut pas faire l'appel à travers le commissaire, parce que le commissaire ne pouvait pas être juge et partie. On avait raison. On a dit, vous n'avez pas écouté, on avait fait *walk out*. On avait raison ça aussi de faire *walk out*. Parce qu'on savait que quelque part vous alliez devoir revenir ici pour venir présenter un nouveau règlement parce que toutes étaient en sus-sous, Madame la présidente. On a eu raison et vous êtes là aujourd'hui, l'histoire va retenir, Madame la présidente.

Le DCC, il a parlé la dernière des objectives. I quote : « *The first objective is to place a restriction of a seven year old limit on vehicle which may ship to Rodrigues.* », fin de citation. Et puis, il continue, je cite: "So, there is a climate change benefit in being able to actively promote the use of less aging vehicles which is in line with our vision of making Rodrigues an ecological island.", fin de citation. Madame la présidente, en quoi ça peut changer ? Moi, je croyais aujourd'hui franchement, lorsque j'ai ouvert le Order Paper, je croyais qu'on allait révoquer cette loi. Pourquoi ? Est-ce que vous croyez que les Rodriguais sont bêtes maintenant ? Est-ce vous croyez combien de personne qui vont acheter une voiture à Maurice plus de 20 ans ? Combien de personne qui vont aller à Maurice pour acheter une voiture plus de 15 ans ? Combien de personne qui vont aller à Maurice pour acheter une voiture plus de 10 ans ? Non, là vous prenez les Rodriguais comme s'ils ne réfléchissent pas, ils n'ont pas l'intelligence économique de placer leur argent et dire ben voilà si vous êtes arrivé à limiter l'âge à 10 ans mais pourquoi ne pas révoquer cette loi ? Pourquoi ne pas révoqué cette loi parce que nous pensons, nous croyons, nous avons confiance dans notre peuple. Il faut croire dans les Rodriguais. Mais qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce que vous avez fait aujourd'hui ? Quelqu'un a parlé de *cheating*. Moi, je pense que c'est un peu *cheating* aussi. Parce que pourquoi à la veille des élections vous venez avec ce règlement ? Hein ! Est-ce que vous êtes en train de conditionner le peuple ? Il y a la théorie de Pavlov. Pavlov qui fait saliver un chien lorsqu'il présente de la nourriture. Ça c'est la théorie. Okay ? Qu'est-ce que vous venez faire

aujourd'hui ? Qu'est-ce que vous essayez de faire, Madame la présidente ? Vous introduisez cette loi en 2017 et puis, en 2021 à la veille des élections vous venez vous... est-ce que vous êtes en train de conditionner ce peuple ? De dire ben voilà, on a fait quelque chose au moins, maintenant vous pouvez acheter une voiture de moins de dix ans. Qu'est-ce que vous croyez ? Vous croyez que les Rodriguais sont bêtes ? Vous croyez qu'est-ce que nous, nous... Et puis, vous dites que nous de ce côté-ci de la Chambre on est en train de faire de la politique démagogique. Nous on fait notre travail. Il y a beaucoup de gens qui se sont rejoint à nous pour faire notre travail. On est en train d'ouvrir les yeux des gens pour leur faire comprendre que ce gouvernement est en train de les manipuler simplement. Moi, je trouve que vous manipulez, vous essayez de manipuler l'opinion public aujourd'hui mais nous de notre côté on ne va pas se laisser faire et les gens ne sont plus bêtes comme vous le pensez.

Quelqu'un a parlé de bon marcher coute cher. Tout le monde sait que bon marcher coute cher. On n'a pas de leçon à apprendre de vous. Tout le monde parle de ça. Nous on le sait. Mais, Madame la présidente, il y a une chose qu'il faut comprendre, le commissaire adjoint a dit à l'époque que, je cite : « *By rejecting this regulations what is the minority group rejecting ? They are rejecting an improvement in public health. By rejecting this regulations, the minority group is rejecting an improvement in our environment. By rejecting this regulation is also rejecting the improvement and road worthiness on our road and I think as I have said in the beginning, history will retain their cowardish attitude towards Rodrigues and towards their future generation of Rodrigues.* », unquote, Madame la présidente. Qu'est-ce que vous avez fait le DCC, il est aussi membre, il préside des fois le Conseil exécutif, vous osez venir parler de l'environnement. La quantité de fumer qui émane du dépotoir. Je me pose la question – ça équivaut à combien de quantité de fumer qui émane des véhicules à Rodrigues ?

(Applause)

La quantité de fumer, de gaz toxique qui a émane du dépotoir. Ça équivaut – je répète la question a combien de véhicule ? Et puis, vous venez ici aujourd'hui dans cette Assemblée venir nous dire que voilà, vous êtes en train de veiller à ce que l'environnement soit respecter à Rodrigues. On n'a pas de leçon ! On n'a pas de leçon à apprendre de vous. Parce que vous ne faites pas votre travail, Madame la présidente.

Madam Chairperson: Order!

Mr Grandcourt: La question...

(Interruptions)

Madam Chairperson: No cross talking, please.

Mr Grandcourt: Avant de terminer, Madame la présidente, la question de camion toupille. Qui c'est qui ne se rappelle pas du camion toupille sur le quai ? Le camion du MSPCA, camion, camionnette ou minibus, je ne sais pas. MPA. Camion toupille, 2007 camion toupille est rentré à Rodrigues. *Et encor lamem !* Camion toupille appartient à une compagnie qui fait des profits à Rodrigues. Est-ce que le camion toupille à l'époque a eu, lorsqu'ils ont fait appel, a eu la dérogation du commissaire à l'époque. Oui ! Oui ! Le camion toupille a été exempté par le DCC qui est en face de moi, Madame la présidente. Comment pouvez-vous venir ici dire que vous êtes dans l'intérêt des consommateurs de l'île Rodrigues ? Je redis encore – quel leçon ? Nous n'avons pas de leçon à apprendre de vous, vous avez failli sur toutes les bords. Ce règlement aurait dû être révoqué complètement parce que je crois que les Rodriguais sont malins, ils savent comment investir leurs argents et ils sont intelligent. Mais aucune personne ne va aller à Maurice pour aller acheter une voiture de plus de 15 ans pour venir à Rodrigues à moins que cette personne-là veut utiliser cette voiture là pendant deux ou trois ans. Donc, nous sommes un peuple intelligent, ne nous prenez pas pour des imbéciles. Si vous le pensez, peut-être que vous l'êtes vous-même. Merci, Madame la présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Minority Leader. The Commissioner for Sports and Others.

The Commissioner for Sports and Others (Mrs M. R. D. L. Edouard-Ravina): Madame la présidente, je vous remercie de me donner l'occasion encore une fois de débattre sur ce règlement - The Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021.

Madame la présidente, le commissaire, M. Louis Daniel Baptiste, commissaire de la Protection des Consommateurs présente ce nouveau règlement avec des amendements justement en vue de protéger nos consommateurs et en même temps de respecter les droits de ces mêmes consommateurs.

Madame la présidente, le Minority Leader dans son très court exposé sur ce règlement, très, très court, très vide et sans fondement a dit que ce règlement est anticonstitutionnel, Madame la présidente.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mrs Edouard-Ravina: Que ce règlement est anticonstitutionnel. Laissez-moi vous dire que ce règlement en vertu duquel la limite d'âge est révisé ne porte pas sur le droit de l'individu à la protection contre toute atteinte à ces biens. Il y a aucune violation des dispositions de la constitution relative au droit fondamentaux puisqu'il y a déjà des conditions d'âge imposer par les autorités du secteur du transport au niveau national, par exemple, pour l'octroi des différents permis, les 'Fitness Certificates' et autre certificat pour montrer que justement ce gouvernement est en faveur des consommateurs.

Madame la présidente, depuis 2012, ce gouvernement a eu un discours écologique. Ce discours écologique nous l'avons traduit en une politique bien défini. Cette politique qui est devenu des actions fortes et écologique comme je l'ai dit. Nous avons agi pour le bien-être de la population, nous avons toujours promu l'écocitoyenneté et l'éco-responsabilité. Nous avons toujours eu des actions fortes qui place Rodrigues comme une des îles les plus écologique de la région, Madame la présidente. Rappelons-nous du bannissement des sacs en plastiques, des take-away packs et ces accessoires, des fermetures de la pêche à l'ourite, au crabe et autre. Rappelons-nous des projets alliant le sport à l'écologie, un athlète une plante, le master plan de Grande Montagne qui vise à avoir un bâtiment à la pointe des technologies mais aussi un bâtiment, un complexe sportif écologique, les diverses activités de jeune visant à les sensibiliser à l'importance d'avoir un environnement, un environnement durable. Tous cela, Madame la présidente, en vue de la grande vision de l'Assemblée régionale – 'faire de Rodrigues une île écologique'.

Madame la présidente, j'ai écouté le Minority Leader, religieusement comme le dirai bien d'autre, pour entendre un discours qui dit tout et son contraire. Un discours qui dit tout et son contraire et qui fait ressortir des théories que je trouve dégradante parlant de ce règlement comme un moyen de faire saliver un chien, je cite, et que je trouve cela dépasser, dégradant et pas en lien avec le développement de chaque citoyen.

Madame la présidente, aujourd'hui on a vu un Minority Leader qui a oublié comment ils avaient dirigé ce pays dans le secteur écologique et environnement, bien sûr, comment ils n'avaient pas de vision et, comment surtout aussi de ce côté de la Chambre nous n'avons aucune leçon à apprendre d'eux. Laissez-moi vous rafraichir la mémoire, Madame la présidente, pour vous montrer qu'on n'a pas de leçon à prendre de l'opposition qui été alors au commande de ce pays et bien sûr, le peuple même n'a pas voulu les reconduire à deux reprises au commande de ce pays parce qu'ils ont voulu faire des pillages. Rappelez-vous, Madame la

présidente, du pillage la mer, les bambaras, rappelons-nous de tous cela. Rappelons-nous des trentaines de permit d'hôtel donner pour limiter l'accès de nos Rodriguais, de nos jeunes, nos enfants, à nos plages. Rappelez-vous leurs visions de transformer les terrains de l'état en terrain privé. Est-ce là les leçons que nous devons prendre ? Nous construisons sur le rock, nous construisons sur le solide et nous construisons sur une basse écologique pour faire avancer ce pays. Et, tous ces points que j'ai mentionnés justement est en défaveur de notre écologie et en défaveur des générations à venir, Madame la présidente.

(Applause)

Madame la présidente, en proposant ce règlement à l'Assemblée régionale, on veut protéger chaque habitant de Rodrigues. Nous voulons protéger l'avenir de chaque génération, des générations futures. Nous voulons surtout protéger notre patrimoine écologique. Si nous sommes venus ici pour débattre sur ce règlement, c'est aussi une occasion pour dire que le gouvernement OPR est un gouvernement qui se met en question à chaque fois. En leadership, on appelle ça le *self-appraisal*, Madame la présidente. Et, on fait le *self-appraisal* dans l'intérêt suprême de la population, dans l'intérêt suprême du Rodriguais. Comme l'a bien dit le commissaire à la Sécurité Sociale, ce règlement n'est pas statique. C'est vrai, on a pris quatre ans. Mais quatre ans on ne s'est pas assis sur nos oreillers. Quatre ans de suivi, quatre d'expériences, quatre ans pour voir comment évolue ce règlement. Et d'ailleurs, le Chef commissaire, lui-même, avait annoncé la mise en place d'un comité pour justement faire ce suivi et proposé des amendements à ce règlement. Et voilà, pendant tout ce temps, le règlement que nous débattons aujourd'hui pendant ces quatre ans a été passé sous microscope, Madame la présidente. On a entendu, on a écouté, on a compris et nous voici. Pareil comme pour chaque mesure que nous proposons à la population, Madame la présidente, on revoit, on analyse de nouveau, on fait le bilan de ces mesures en vue de les améliorer, d'apporter des amendements nécessaires et importants et surtout de les peaufiner et les raffiner. Voilà, ce que nous sommes venus faire aujourd'hui, proposer à la population un raffinement du Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021, un raffinement. On va vers le sens de l'écologie parce qu'on veut que ce règlement soit maintenu, maintenu mais améliorer, maintenu mais peaufiner, maintenu et emphase avec le peuple. On ne veut pas révoquer comme le veut notre cher Minority Leader, Madame la présidente.

Madame la présidente, nous avons un devoir, nous avons une responsabilité envers les générations à venir et c'est pourquoi cela que nous devons tous faire pour renforcer nos actions

écologiques toute en promouvant Rodrigues comme une île sécuritaire et sécurisante. Si l'introduction de ces règlements en octobre 2017 a fait que beaucoup de personne se sont tourner vers l'achat d'un véhicule neuf, flambant neuf, cela à, surtout assurer que Rodrigues ne devienne pas un dépotoir, un cimetière de vieux carcasse, Madame la présidente. Sur ce point-là, nous avons atteint notre objectif, Madame la présidente. C'est pour cela que je félicite le commissaire de la Protection des Consommateurs, M. Louis Daniel Baptiste, qui a fait les ajustements nécessaires pour assurer une chance à chaque consommateur toute en maintenant, toute en gardant la vision de l'Assemblée régionale, c'est-à-dire, éviter que les véhicules trop vieux soient sur nos routes, éviter un cimetière de vieux carcasse à Rodrigues.

Madame la présidente, on l'a entendu dans cette Chambre. On les a entendus dans divers forums, conférence de presse, etc., malheureuse, on ne les a pas entendus la dernière fois lors des débats ici dans cette Chambre. C'est dommage ! Parce que c'est là qu'il fallait tout dire, c'est là qu'il fallait débattre, dire les points pour, les points contre, les secteurs à explorer. Mais ils n'étaient pas là. Ils sont brillés par leurs absences, comme toujours, comme pendant la Table Ronde. Donc, c'est qu'il y a, c'est qu'on a entendu que le Minority Leader veut que ce règlement...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mrs Edouard-Ravina: soit révoquer. Ils sont allés partout. Ils parlent des élections, laissez-moi vous dire, Madame la présidente, ils sont allés partout pour dire aux gens – quand nous serons au pouvoir – *la loi sept ans pou disparet*. Voilà, ce qu'ils ont dit !

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mrs Edouard-Ravina: Madame la présidente, voilà qu'ils confirment. S'il confirme directement, j'ai une question à poser, Madame la présidente. Est-ce là, la conscience écologique, Madame la présidente ? Est-ce là, agir pour le peuple, Madame la présidente ? Est-ce là, agir pour Rodrigues ? Est-ce là, agir pour l'avenir, agir pour la planète ? Rappelons-le, il n'y a pas de planète B ! Il y a la planète maintenant, il n'y a pas de planète B. Révoquer cette loi ! Je vais citer quelqu'un, c'est un génocide, Madame la présidente.

Madame la présidente, nous apportons des amendements certes à ce règlement mais nous gardons toujours le même cap. Rodrigues île écologique reste centrale à nos discussions.

Le Minority Leader a dit – sept, dix ans ça ne change rien. Peut-être que pour lui ça ne change rien mais pour toute un peuple ça change beaucoup de chose. Il y a eu des ajustements dans d'autre secteur que le commissaire a mis en avant. Ça change beaucoup de chose pour beaucoup de monde. Et d'ailleurs, en venant ici, j'ai eu beaucoup de message pour dire – on attendait cela. On attendait cela. Et voilà, le changement que cela emmener. Cela a emmené beaucoup plus de confiance dans la population. Cela a emmené beaucoup plus de sureté et surtout cela apporte aussi dans la population plus d'écocitoyenneté et d'éco-responsabilité. Madame la présidente, ce règlement restera bénéfique à Rodrigues. On veut changer, on veut divertir les gens mais ce règlement reste bénéfique à Rodrigues entière.

Madame la présidente, en lisant quelques documents, je suis passé sur un titre qui m'a beaucoup interpellé, je cite : « Rodrigues, une île qui a du cœur. ». Poursuivant dans la même ligne de réflexion, l'année dernière il y avait quelqu'un, je suis sûre que M. Daniel et Mme. Franchette vont se rappeler de ça. Une personne nous a posé une question, qui a dit ceci, je cite : « Rodrigues as-tu du cœur ? » Madame la présidente, avoir du cœur c'est être bon, d'être généreux. Pour aller plus loin, Madame la présidente. Avoir du cœur au ventre, c'est être courageux. Madame la présidente, je peux dire que ce gouvernement est un gouvernement qui a du cœur, un gouvernement qui par ces mesures, par ce règlement met en avant le bien-être de Rodrigues, de Rodriguais et de la planète. Madame la présidente, le gouvernement OPR est un gouvernement bienveillant. C'est un gouvernement qui a du cœur. Madame la présidente, je peux aussi fièrement dire que ce gouvernement dont je fais partie est un gouvernement qui a du cœur au ventre parce que ce règlement est courageux malgré les polémiques malgré les prises de position...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order! Respected Members from both sides of the House, please. You are reminded that the Chair should be able to hear the intervention of each and every Member without any interruption especially from a sitting position. Minority Leader, you are requested to please ensure that your team is following the Standing Orders and Rules of this House. Thank you.

Mrs Edouard-Ravina: Madame la présidente, ce gouvernement a du cœur au ventre. Ce gouvernement a du cœur au ventre parce que malgré les polémiques nous avançons et nous maintenons notre cap, on maintient le règlement. Ils disent, le Minority Leader l'a dit lui-même – *tro tardé*. On n'a pas à se précipiter, on a donné du temps à ce règlement. On a doté son temps, il a fait son temps et nous voici avec un règlement amender mais un règlement qui reste

un garanti pour un futur sain à chaque citoyen. Madame la présidente, nous avons du cœur au ventre parce que nous pensons à la génération future, nous pensons à l'héritage que nous allons léguer aux jeunes et nous souhaitons qu'ils continuent le beau travail pour faire de Rodrigues une île écologique.

Madame la présidente, d'après mes lectures, j'ai vu un dossier proposé par les écopes qui qualifie Rodrigues comme ceci : « Rodrigues, une île forte d'une conscience écologique rare dissimule des trésors insoupçonnés ». Fin de citation. Madame la présidente, je suis fière que de ce côté de la Chambre, nous sommes ceux qui avons installé et fait progresser cette conscience écologique dans la population et faisons de notre mieux pour que cette conscience écologique se repende dans la population de génération en génération pour devenir une culture, une manière de vivre. C'est pour cela que nous n'avons pas révoqué ce règlement, Madame la présidente. Nous le retenons. Madame la présidente, à travers ce règlement et les règlements précédents, nous avons démontré que nous avons une conscience écologique et surtout que cette conscience écologique, elle vit en nous tous les jours, elle brûle dans nos cœurs pour nous inspirer chaque jour à travers une politique saine, une politique forte en faveur du Rodriguais. Madame la présidente, nous ne voulons pas perdre notre identité car l'écologie fait partie de notre identité et de l'ADN Rodriguais. C'est pour cela que nous ne cesserons pas malgré les coups durs et malgré les polémiques de mettre en place les politiques fortes, peu populaires des fois mais courageuses.

Madame la présidente, pour terminer, je vais dire ceci : en février 2028, Rodrigues fêtera les 500 depuis sa découverte. Dans les cadres de ces célébrations de ses cinq siècles d'existence, je le dis entre guillemets, « de la civilisation Rodriguaise », si je peux dire cela, nous devons avancer confiants vers un avenir meilleur, un avenir qui réalise les objectifs du développement durable qui met Rodrigues au centre du monde et qui aussi met le monde au centre de Rodrigues et cet avenir meilleur, c'est ce présent gouvernement, ce gouvernement OPR qui le prépare aujourd'hui. A travers ce règlement, Rodrigues consolide sa position encore une fois comme une pionnière en matière de protection et de préservation de l'environnement. Nous construisons notre patrimoine écologique en nous mettant à jour à toutes les conventions internationales. Nous devons, Madame la présidente, avoir une population écoresponsable en assurant que l'écocitoyenneté soit au centre de chaque action de tout un chacun. Madame la présidente, c'est avec une conscience écologique forte que je recommande ce règlement à la Chambre. Merci.

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The respected Member Augustin.

Mr Augustin: Merci, Madame la présidente, de me donner l'opportunité d'intervenir sur ce nouveau règlement concernant le *Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles) Regulations 2021*. J'irais directement sur le règlement concernant la révocation de *the Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles) Regulations 2017*. D'après ce nouveau règlement, le règlement de 2017 va être révoqué et d'après moi, Madame la présidente, on n'aurait pas dû venir aujourd'hui avec ce nouveau règlement 2020/2021 si vraiment on parle de Rodrigues, île écologique. J'aurais attendu aujourd'hui à l'Assemblée ici que le Commissaire vienne avec un règlement pour permettre justement aux Rodriguais, donner des facilités aux Rodriguais comme le *Bus Scheme*, permettre aux Rodriguais d'acheter des voitures électriques. Et ce règlement, pour moi, n'aurait dû pas venir là aujourd'hui mais plutôt un règlement qui permette aux Rodriguais d'avoir des facilités pour faire venir des voitures électriques.

Deuxièmement, Madame la Présidente, concernant le *First Schedule. Age limit of motor vehicles, date of shipment*. Je pense, Madame la Présidente, qu'on n'aurait pas dû mettre des règlements concernant le *Age Limit*. Pourquoi, Madame la Présidente ? Si quelqu'un achète une voiture à Maurice, normalement, cette voiture doit avoir ce *Certificate of Fitness* dans le centre technique à Maurice avant d'être *shipped* to Rodrigues. Donc, pour moi, l'âge limite pour importer les voitures n'aurait pas dû être dans ce règlement puisqu'à Maurice, il y a les centres techniques. Donc, les gens qui veulent importer leurs voitures pourraient automatiquement passer par le centre technique de Maurice. Concernant 5 : *Validity of Shipment Permit*. Dans ce nouveau règlement, c'est écrit « *A shipment permit shall be valid for a period of three months.* » Est-ce que ce n'est pas contraire à le *Rodrigues Regulation Consumer Protection Regulation 2016* ? Parce que concernant pour le permis, 6 dans ce règlement : *Consumer Protection*, paragraphe 3, c'est écrit, « *A permit issued under paragraphe (1) shall be kept by the importer for a period of six months as from the date it is issued.* » Est-ce que ce n'est pas en contradictoire avec le règlement du *Consumer Protection Regulation* ?

Concernant the *Second Schedule, Exempted Persons*, on a parlé de plusieurs concernant les *public officers* mais qu'en est-il pour un Rodriguais *other than a public officer* qui a travaillé à Maurice pour une compagnie ou personnellement qui a travaillé à Maurice, concernant ces Rodriguais, rien n'est écrit si lui il a acheté une voiture et qu'il veut rentrer à Rodrigues,

comment ce Rodriguais, lui, il peut faire venir son véhicule même si c'est plus de dix ans. Ce n'est pas inclus dans ce *Second Schedule* concernant the *exempted persons*. Madame la Présidente, je ne vais pas être long sur ce règlement parce que pour moi, comme j'ai dit au départ, le règlement n'aurait dû pas être comme ça aujourd'hui. C'était plutôt un règlement qui devrait permettre aux Rodriguais d'acheter des voitures électriques si vraiment l'Assemblée régionale, elle maintient faire de Rodrigues, une île écologique. Merci, Madame la Présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. Respected Member Agathe.

Mrs Agathe: Merci, Madame la Présidente, de me donner la parole. Tout d'abord, je dois réagir sur un mot qui est venu trop souvent, « écologique », « Rodrigues, île écologique », île écologique », « nous voulons un peuple écologique », je ne sais pas quoi. Mais comment se fait-il que le Commissaire de l'environnement qui a parlé beaucoup d'écologie, c'est pourquoi je suis partie la dernière fois parce que j'ai failli être évanouie. On veut une Rodrigues écologique quand nous savons que la fumée émanant du dépotoir de Roche Bon Dieu va jusqu'à Baie du Nord.

Madam Chairperson: Respected Member Agathe, you please restrict your observations to the Motion being debated on the floor of this Assembly today. Thank you.

Mrs Agathe: Oui, merci, Madame la présidente. Mais si nous voulons une île écologique, il faut que l'écologie soit partout dans tous les domaines ; pas seulement concernant les voitures. Moi, je pense que ce règlement est une manigance politique à la veille des élections pour venir embêter les gens. Comme le Commissaire de la protection des consommateurs a dit, tout n'est pas noir dans ce règlement mais je pensais qu'il allait dire ce qui était noir dans ce règlement. Ça veut dire qu'il reconnaît qu'il y avait du noireté, qu'on a mis du noireté dans la vie des Rodriguais.

(Applause)

Mrs Agathe: Et puis, tout un chacun se demande comment se fait-il qu'on a échangé de Commissaire pour venir présenter ce règlement. Moi, pour moi, ça ne tient pas debout du tout. Et puis, il y a un mot dont je me rappelle, une phrase que le Chef commissaire a dit. Je pense que vous n'allez pas me dire que vous n'allez pas me dire que je suis *out of subject*. « La politique, c'est le plus grand acte de charité. »

/UNREVISED/

(Applause)

Mrs Agathe: Que veut dire la charité, Madame la Présidente ? La charité implique l'humilité, la vérité et le respect. Ça, je laisse ça sur la conscience de tout un chacun.

(Applause)

Mrs Agathe: Si le peuple accepte ces règlements sans raisonnement, mais ce sera très triste pour nous. Oui, ce peuple parce moi aussi, je fais partie de ce peuple, Madame la Présidente. Ce gouvernement doit avoir sur la conscience toute la manipulation des « petites gens » parce que quand on part à la retraite, on devient vieux, on a servi le pays. On a beaucoup marché comme ils ont l'habitude de dire, « *Anou protez nou gran dimoune.* » Combien de personnes auraient pu s'acheter une voiture dans leurs vieux jours pour compenser le travail bien fait ? Non, ils ont préféré pénaliser ces personnes-là. Et qu'est-ce que nous avons vu ? Des personnes aisées ont acheté pleins de nouvelles voitures pour pouvoir vendre leurs vieilles voitures. Et puis, il y a un mot dont je me souviendrais toujours parce que je pense qu'aujourd'hui, ce sera peut-être la dernière séance. Il y a une Commissaire de l'autre côté qui nous a dit que : « Est-ce que dans l'opposition, il y a quelqu'un de « *commisserable* » ? » Je me rappelle de ça très bien, Madame la Présidente. Si pour être « *commisserable* » veut dire venir faire ce qu'ils sont en train de faire, pour moi, non.

(Applause)

Mrs Agathe: Je peux ne pas être « *commisserable* » mais au moins, j'ai des principes pour respecter les gens.

Madam Chairperson: *No personal attack, please, respected Member.*

(Interruptions)

Mrs Agathe: Non, je n'ai pas cité le nom de personne !

(Interruptions)

Mrs Agathe: Donc, pour moi, je vois que ce règlement n'a pas sa raison d'être. Moi, je pense qu'avant de venir avec ce nouveau règlement, le gouvernement aurait dû avoir demandé pardon au peuple de nous avoir martyriser pendant trois ans avec ces règlements de sept ans.

/UNREVISED/

(Applause)

Mrs Agathe: Nous sommes venus en politique pour servir et non pas pour se servir. Merci, Madame la Présidente. C'est tout ce que j'ai à dire.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, respected Member Agathe. The Commissioner for Environment and Others.

Mr Payendee: Merci, Madame la Présidente, de me donner l'occasion d'intervenir sur ce débat très intéressant, d'ailleurs. Mais même avant de commencer, je voudrais faire un hommage spécial aujourd'hui à l'occasion de la mort de l'ex-Ministre de l'environnement, M. Dayal qui était un ami à moi. On a bossé, on a fait pas mal de choses ensemble. On aimerait bien profiter de cette occasion pour lui rendre hommage. J'avais pas mal de choses déjà préparées mais quand j'ai écouté les membres de l'autre côté, comme d'habitude, j'aimerais bien revoir un petit peu ce qui a été dit de l'autre côté et reprendre. Bien sûr, il y a pas mal de choses à reprendre. Vendredi dernier, quand le Chef commissaire avait ajourné pour lundi, il y a le *Minority Leader* qui était très content, qui disait : « Wow ! On se voit lundi. » Et là, je tremblais, Madame la Présidente, lorsque j'ai dit : « Ben, qu'est-ce qui va se passer lundi ? Comment il va prendre ça et qu'est-ce que j'allais dire. » Mais après l'avoir écouté, j'ai vu qu'il n'a rien dit. Soit il n'a pas fait son *homework*, soit il n'a rien à dire. Le *Minority Leader*...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order! Commissioner, please resume your seat. Respected Member Perrine, I will not be repeating myself. This is an august Assembly where dignity, discipline and decorum should prevail above all opinions, above everything else. Respected Member Perrine, I am addressing myself to you. This is my ruling and I will not be repeating myself. Yes, please, Commissioner.

Mr Payendee: Bon, le *Minority Leader* a parlé que ce règlement est différent de l'autre règlement. Mais oui, certes, définitivement. Sinon, on ne serait pas venu là. Mais pourquoi venir passer le même règlement qui est déjà passé ? On parlait aussi de : il y a pas mal d'amendements. Et pour dire que mon ami, le Commissaire Baptiste l'a dit, « Les règlements sont des choses qui sont dynamiques ; pas statiques ». C'est pour ça il y a souvent des amendements. Ça existe dans n'importe quel pays. Maurice comme ailleurs, il y a des

amendements. On refait. Il y a des règlements, des lois qui sont *repealed*. Il y a d'autres qui viennent. Ça dépend de leurs circonstances. Ça dépend de beaucoup de choses. Donc, si on avait une loi ou des règlements pour rester comme ça, ça ne vaut pas la peine parce que ça n'existe pas comme ça. Donc, et puis il a aussi dit de sept ans, pourquoi bouger de sept ans à 10 ans ? C'est anticonstitutionnel parce qu'à Maurice, les gens peuvent acheter des voitures de plus de 10 ans. Mais à Rodrigues aussi, on peut acheter des voitures de plus de 10 ans ! Oui, on peut.

N'importe qui peut acheter des voitures de plus de 10 ans. Mais là, on parle d'importer. C'est différent. Il y a une grande différence entre importer des voitures de plus de 10 ans et vendre. Parce qu'à Maurice aussi, quand on parle importer, on parle venir dans un pays, une île autonome, une île où on a la possibilité, le droit de protéger cette île où on a mis des règlements. D'ailleurs, la loi même de l'Assemblée régionale prévoit qu'on peut faire des règlements justement pour protéger cette île. Même à Maurice, on ne peut pas importer une voiture de plus de 1.5 à quatre ans. Même à Maurice, il y a des lois. Il y a des lois pour ça. Donc, là, pour rejoindre mon ami membre Reddy Augustin, oui, pourquoi mettre le large ? Même à Maurice, c'est basé sur large. A Maurice, ils ne disent pas que quelqu'un qui vienne d'ailleurs, qui veut emmener une voiture à Maurice, que ça doit passer dans un truc pour vérifier quel est l'état du véhicule et tout ça. Non, basé sur 1.5 à quatre ans. C'est clair comme ça. Donc, nous aussi, on s'est basé là-dessus.

Donc, il n'y a rien qui est anticonstitutionnel là-dedans mais comme j'ai dit, on peut acheter même des voitures de 20 ans si on veut à Rodrigues. Bon, il a beaucoup parlé comme si les voitures en panne, quelqu'un qui ne peut pas changer des roues, il faut aller à CIM. Mais, Madame la Présidente, quelle est la différence entre une roue d'une voiture de sept ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans ? C'est pareil. Si la personne ne peut pas acheter une roue pour mettre sur sa voiture de sept ans, il ne pourra pas acheter une roue pour mettre sur la voiture de 50 ans. C'est clair. Dommage qu'il n'est pas là. Je ne sais pas, il n'a pas fait son *homework*. Donc, il ne sait pas. Les roues sont, d'après les dimensions des roues qu'on met. On ne met pas une.... sur une voiture. Il faut acheter une roue. C'est clair. Peu importe l'âge de la voiture. Et puis, il a dit aussi qu'est-ce que... Ça, c'est intéressant aussi, Madame la Présidente. Il a dit que : « Est-ce que les Rodriguais n'ont pas l'intelligence économique ? Est-ce qu'un Rodriguais achètera une voiture de plus de 20 ans ? Est-ce qu'un Rodriguais (je suis en train de citer de tout ce qu'il a dit) de plus 15 ans ? Une voiture de plus de 10 ans. Mais, Madame la Présidente, il faut aller

à... Il a travaillé comme commissaire à l'époque de l'infrastructure publique. Il était responsable de la NTA. Allez voir les statistiques. Regardez.

Pourquoi on est venu avec cette loi ? Ce n'est pas parce que mon collègue, le DCC, on n'est pas venu avec ces lois pour pénaliser les Rodriguais. Non. Parce que la tendance, c'était ça, basé sur un travail scientifique, basé sur des statistiques pour voir quel âge les gens, les Rodriguais se faisaient. Et pourquoi il y a une loi ? Pourquoi on vient avec des règlements dans cette Assemblée, nous le Gouvernement régional ? Pourquoi même partout dans le monde, pourquoi il y a des lois ? C'est pour protéger les gens. Les Rodriguais se faisaient escroqués par des voitures qui se faisaient passer un petit peu de *quickfill*. Woah, on fait une peinture. Oh belle voiture, woah ! Tout neuf ! Et quand on arrive ici, le moteur tombe, Madame la Présidente. Donc, c'est arrivé à Rodrigues. On sait. C'est dans le but, nous, comme un gouvernement responsable, tout ce qu'on fait, c'est pour protéger la population. On a parlé de l'écologie. Je viendrais là-dessus après mais déjà, le Rodriguais devait être content de dire : Ah, je me serais fait arnaqué s'il n'y avait pas cette loi parce que j'aurais acheté une voiture de 15 ans qui après une semaine, serait tombé en panne et j'allais devoir peut-être aller à CIM pour trouver des pièces pour la voiture. Et puis, il a repris la loi, le règlement d'avant. Il a dit, il a repris ce qu'a dit le *Deputy Chief Commissioner* quand il était venu avec ces règlements.

Oui, le DCC avait dit ces règlements, c'est pour *improve public health*, yes et ça reste pour *improve public health*. Peut-être il ne monte pas à moto. Moi, je suis motard, Madame la Présidente. Monter à Solitude un jour avec des bus, des véhicules qui lâchent la fumée. Heureusement, maintenant, je pense que Covid fait quelque chose de bien parce que même, on met des masques pour monter à moto. C'est bien. Avant, on se serait dit pourquoi le commissaire met un masque pour monter à moto ? Maintenant, puisque c'est un peu obligatoire, c'est bien ! Mais si vous montez, vous imaginez monter à Solitude, je prends l'exemple de Solitude parce que là, c'est clair, monter à Solitude à moto derrière des véhicules, il n'y a pas beaucoup d'endroits où on peut doubler qui lâchent de la fumée noire et puis, on dit cancer poumon, cancer ici. Vous savez, il y a des gens qui ont eu des cancers ici, cancer de poumon mais qui ne fument pas. D'où ça vient, Madame la Présidente ? Pour revenir aussi sur l'autre règlement, les autres règlements d'avant, c'est : ils disaient qu'il y avait des « *camions toupis* », il y avait des véhicules de la MPA. Mais il y a eu des dérogations.

Et pourquoi on vient changer maintenant ? On ne vient pas pour changer parce qu'il y a les élections. On ne vient pas changer parce que comme les gens disent, les Rodriguais ne

peuvent pas acheter. C'est basé sur des statistiques, un travail scientifique encore, Madame la Présidente. Un travail scientifique a été fait. A chaque fois que mon collègue, le Commissaire, le DCC venait pour dire il y a une voiture qui est très importante pour donner un peu de dérogation pour que ce véhicule puisse rentrer à Rodrigues. Et quand on a vu les âges, même sept ans et demi, huit ans, neuf ans, on s'est dit : *okay*, il y a plusieurs demandes d'exemption. Mais pourquoi on ne vient pas avec des règlements maintenant justement pour qu'il n'y ait plus trop de demandes d'exemption mais aussi, on a écouté la population. C'est normal, on est des politiciens. C'est normal. C'est tout à fait on prône l'approche participative.

Le Chef commissaire parle de là tout le temps. Qu'est-ce qui arrivera à Rodrigues dans cinq ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans ? Ils ont dit on va retirer cette loi si on vient. Bon, c'est grave. Moi, je trouve ça très, très grave, Madame la Présidente, enlever la loi. Ils voulaient aussi enlever la loi de plastique. Ça aussi, j'ai entendu. Dans les journaux, il y en a. Si on vient, on enlève la loi de plastique, mais c'est trop, trop grave. On est arrivé à cette distance-là et puis, on revient ? *Retourne en arrière, vine camaron*. Donc, Madame la Présidente, je ne vais pas venir sur le dépotoir parce que vous avez dit que... J'ai beaucoup de choses à dire là-dessus mais je préfère me concentrer sur le truc du règlement. Le *Minority Leader* a dit quelque chose de très grave, Madame la Présidente, très, très grave. Très grave même. Il a comparé le peuple avant les élections avec des chiens qui salivent quand on leur donne un truc à manger. Je pense que c'est un truc qu'il faut... On va utiliser ça. Ça, c'est sûr. Je vais faire une conférence de presse après là pour juste parler de ça pour dire.

Je n'ai jamais fait, Madame la Présidente, pendant 10 ans comme commissaire, je n'ai jamais fait ça mais aujourd'hui, je vais faire une conférence de presse juste pour une phrase, pour dire au peuple qu'est-ce que le *Minority Leader* pense d'eux. Pour revenir maintenant à mon collègue, mon ami, respecté membre Reddy Augustin, il a mélangé les choses. Venir avec des règlements pour plus d'île écologique, c'est-à-dire des voitures électriques, c'est sûr. Mais ça, ce n'est pas avec des règlements qu'on vient avec ça, Madame la Présidente. C'est dans le budget. Dans un budget, un gouvernement vient avec des propositions pour faire mettre des subventions, des trucs comme ça et ça viendra, c'est sûr. On a déjà jeté la base, Madame la Présidente. On a déjà une voiture électrique achetée par ma commission. On a déjà à la station qui est à Rivière Cocos et on prévoit à mettre d'autres. Mais dans les règlements, il faut être clair, il faut qu'on sache c'est quoi des règlements. Dans les règlements, on ne vient pas avec des subventions, non. Ce n'est pas là. Ça ne passe pas là. Alors que je suis d'accord avec lui définitivement que c'est important de venir avec des choses, des facilités pour que les gens

puissent acheter plus de voitures électriques. Bon, le *ageing*, j'en ai parlé. Et puis, il y a eu aussi le truc d'exempter les gens mais la section d'exemption dans un règlement, c'est important d'avoir des exemptions. Et quand il y a des exemptions, bien sûr, les gens vont se pencher sur le sujet. Il y a des gens... dans la loi même, ils disent que l'interprétation, ils disent que : oui, on peut. L'interprétation, il y a une section. On explique le.... Qui a le droit de faire ça. Il y a le comité qui s'assoit. Ils discutent sur le truc.

Donc, il y a des cas qui sont déjà... Même dans le règlement d'avant, il n'y avait pas d'exemption mais on avait exempté. Ce n'est pas vrai, Monsieur le DCC ? On avait fait des exemptions. Donc, si demain il y a un cas qu'on trouve très important, on va le cadrer, on va le mettre sous la section. Donc, dans les règlements, quand on met la section d'exemption, c'est garder une porte ouverte, Madame la Présidente, une porte ouverte. Il peut y avoir n'importe quel cas qui est basé sur... Pareil comme la loi de sac en plastique, il y a l'exemption pour des gens qui font des packagings qui ont besoin de ça. Sinon, la loi serait un peu plus compliquée. Donc, voilà, Madame la Présidente, le côté exemption. Donc, c'est vrai qu'au niveau de voiture électrique, c'est quelque chose de très important. Maintenant, Madame la Présidente, une des répercussions, une des avantages de ces règlements, si on ne met pas de loi comme a été dit ici dans cette salle juste avant par les membres de la minorité, ils vont retirer la loi. Est-ce qu'ils ont fait un tour sur le quai là maintenant, là, Madame la Présidente ? Est-ce qu'il y a des caméras qu'on peut regarder sur le quai, là-bas ? Combien de voitures il y a sur le quai de Port Mathurin sur le millenium square ? Vous allez à MCB Parking, il n'y a pas de place, Madame la Présidente. Partout, il n'y a pas de place dans ce pays mais le Chef commissaire tout le temps dit « *ki pou ariv Rodrigues dans cinq ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans ?* »

Je ne sais pas. Je ne peux pas parler pour vous. Est-ce que vous avez déjà fait un tour à Maurice ? Est-ce que vous avez déjà fait un tour à Maurice ? Est-ce que vous avez déjà fait un tour à La Réunion ? Moi, j'ai eu l'occasion, Madame la Présidente, d'être dans un bouchon à La Réunion. Un bouchon, deux heures ! J'étais tout prêt à rater mon avion un jour. *Non, mo pa konin. Mo pa kav koze pou zot.* J'étais tout prêt à rater mon avion un jour parce que j'étais dans un bouchon. J'avais tout prévu deux/trois heures d'avance mais c'était... C'est la vérité. C'est très, très vrai. J'étais tout prêt de rater mon avion, Madame la Présidente, parce qu'il y avait un bouchon. Et qu'est-ce qui se passe sur le développement de Maurice ? Il faut regarder ce qui se passe dans le monde dans ce que dit le Chef commissaire qui parlait de Rodrigues dans cinq ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans. Très important aujourd'hui dans cette Assemblée, là, dans ces discussions, ce débat. A Maurice, ils font des ponts. Ils font des trucs qui passent partout. Là,

ils font un pont plus d'un milliard pour rejoindre Coromandel avec le truc parce qu'il y a un problème de circulation ! Mais à Rodrigues, Madame la Présidente, dans beaucoup d'endroits, on ne peut pas élargir les routes. Est-ce qu'on a pensé à ça ? Et qu'est-ce qui va se passer dans 10 ans s'il n'y a pas de loi comme les membres de l'autre côté ont dit ? S'il n'y a pas de loi, qu'est-ce qui va se passer ? Tout le monde conscientisait...

(Interruptions)

Mr Payendee: *Ayo.*

Madam Chairperson: Commissioner, you please address the Chair.

Mr Payendee : Yes, Madame la Présidente. Donc, tout le monde va, en plus de se faire arnaquer par acheter des voitures qui vont tout de suite dans les dépotoirs, là, il y aura aussi ce problème de circulation à Rodrigues. Moi, j'ai acheté, Madame la Présidente. J'ai commandé un vélo électrique parce que bientôt, ce sera très important, bientôt, pour sortir. Je vois un ami, Vallen Pierre Louis qui vient au travail avec son truc et puis, il vient avec son vélo et qui fait le tour. C'est magnifique ! C'est ça, c'est dans cette direction qu'il faut aller parce que dans quelques années, on aura tous nos voitures à la maison mais on ne pourra pas aller travailler parce qu'on ne peut pas. Les routes seront bloquées à fond et ça, c'est l'avenir dramatique pour Rodrigues. Les touristes ne vont plus venir parce que chez eux, ils n'ont pas ce problème. Ils ont ce problème de circulation mais quand ils viennent à Rodrigues : « Oh ! Mais on va à l'île aux Cocos mais on sort dix minutes avant. » Vous avez, les étrangers aiment dormir jusqu'à un peu tard. « Dix minutes avant, on prend la voiture, on va à Pointe Diable. » Mais quand ils arrivent ici et pour aller à Pointe Diable pour prendre le bateau pour aller à l'île aux Cocos, ils vont devoir prendre deux heures ou une heure. Ils ne vont plus revenir ! Oui, on va mettre des roues avec des bateaux. Oui, je comprends ça. Ça aussi, c'est possible.

Donc, Madame la Présidente, il faut un gouvernement... Nous, on est un gouvernement avec une vision. On regarde ce pays avec un œil différent des autres. L'avenir, on prévoit l'avenir. On ne regarde pas juste aujourd'hui. Donc, il n'y a pas de *motorway* à Rodrigues. Il n'y a pas. Il n'y a pas de *motorway* et pourtant à Maurice, il y a mais il y a quand même les problèmes de bouchons. Ici, il n'y a pas. Vous imaginez qu'est-ce qui va se passer ? Moi, j'ai peur. Tous les jours quand je vais à Port Mathurin, là-bas sur le quai, je vois... Je retourne un petit peu en arrière, il y avait une voiture. Il y avait deux. Là, s'il y a un tsunami sur Rodrigues comme la dernière fois, les voitures vont arriver jusqu'à là-bas *kot métro*. Des tonnes de

voitures. Qu'est-ce qui va se passer ? Il faut regarder ce pays avec une autre vision. Maintenant, on a critiqué aussi cette île écologique que je défends en tant que commissaire responsable. Oui, Madame la Présidente, très important. Une île écologique, ces règlements vont directement dans cette vision. Comment est-ce qu'on peut être une île écologique et ne pas venir, ne pas venir regarder le transport, ne pas regarder la circulation, le bien-être des gens.

Ça aussi, c'est le bien-être des gens, les voitures. Il faut les contrôler, la qualité de voitures, quantité de voitures. Et puis, on prône l'approche participative. On a discuté. J'ai un ami très proche qui était dans les manifestations la dernière fois. Il m'a dit : « la loi de sept ans, c'est bien ». Il n'y a pas beaucoup de personnes qui ont critiqué l'idée de mettre des restrictions mais ils ont critiqué les sept ans. Ils disent que : « allez jusqu'à 10 ans, ça peut se faire ». Et on a accepté. On a écouté. Donc, mettre des restrictions, tout le monde est d'accord là-dessus. Donc, et puis il y a quelqu'un qui a dit : « *Kifer zot pa back pedal ? Kifer zot back pedal zordi ?* » Non, on n'a pas « *back pedal* ». Non, non, non, non. Il faut comprendre. Ou on ne comprend pas la signification de *back pedal*. *Back pedal* veut dire c'est qu'eux, ils voulaient faire. C'est-à-dire venir et enlever la loi. On a mis une loi, on dit après sept ans, la loi, bon, la veille des élections, on retire pour que tout le monde puisse acheter toutes sortes de voitures. Ça, c'est *back pedal* ! Enfin, ma compréhension de *back pedal*, c'est ça. Mais la vraie signification de *back pedal*, c'est enlever complètement la loi !

Mais nous, on n'a pas fait ça. On a écouté attentivement. On s'est basé sur du travail scientifique et là, je félicite mon collègue, Daniel Baptiste, Commissaire Daniel Baptiste pour ces règlements. Je félicite aussi le DCC qui a pris l'initiative au début même de venir avec ces lois, ces règlements parce que c'était important. C'est une vision, une vision d'île écologique. Nous, on ne prône pas île écologique, on ne parle pas de ça comme si parler, parler, parler. On agit. On agit et c'est ce qu'on a fait. On a pris des mesures très impopulaires. Un jour, les gens, les Rodriguais vont s'asseoir quand il y aura ces problèmes de circulations, ils vont se dire : « *Be si pa ti mette sa la loi la, be comen nou ti pou eter la zot, seigner* » Donc, très important, Madame la Présidente. Je pense que je ne sais pas ce que vont dire les autres mais je vois qu'il n'y a pas grand-chose à dire sur ces règlements. C'est une bonne chose pour Rodrigues. Et nous, de ce côté de la Chambre... Et de l'autre côté aussi, ils pensent mais ils ne veulent pas dire. Je suis sûr. Si je pouvais connecter leurs têtes avec un ordinateur, je vais dire : « *Ouai, ene bon zafer sa mais seulement on a à faire un peu politique* ». Mais on ne fait pas de politique avec toutes sortes de choses. Politique, il faut faire bien si on veut. Pour aimer ce pays, si on aime ce pays, mais Madame la Présidente, donc, félicitations à mes deux collègues qui sont

venus avec ces règlements et félicitations à Daniel Baptiste qui est venu amender le truc pour le rendre différent, pour prendre précautions de toutes les choses. Par exemple, avant, il n'y a pas cette section d'exemption dont on admet. Il manquait ça. Il y avait une petite lacune. Mais comme j'ai dit, les règlements, c'est les choses dynamiques ; pas statiques. Donc, félicitations à mes collègues et je pense qu'on a mis un pied en avant quand on vient avec des règlements comme ça en ligne avec cette vision de faire de Rodrigues, une île écologique. Je vous remercie, Madame la Présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Respected Member Félicité.

Mr Félicité : Merci, Madame la Présidente, de me donner la chance de dire quelques mots sur ce règlement. Madame la Présidente, nous savons tous que cette loi est discriminatoire envers nos compatriotes. Une loi qui crée deux catégories de gens dans la république, une loi qui réduit notre liberté et notre choix d'importer des voitures. Cette loi cible et pénalise également au bas de l'échelle, celles qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture neuve, celles qui n'ont pas droit à un prêt bancaire. Je pense à tous ces planteurs, éleveurs, pêcheurs, petits entrepreneurs et aussi la classe moyenne. Madame la Présidente, l'histoire retiendra en octobre 2017 que ce gouvernement a brisé le rêve de tous ces Rodriguais qui rêvent de posséder une voiture. Combien de personnes ont économisé des sous il y a des années pour pouvoir acheter une voiture second main et n'ont pas pu réaliser leur rêve en raison de l'interruption de la loi qu'on dit « sept ans ».

Madame la Présidente, avoir un transport n'est plus un luxe mais c'est une nécessité car nous l'utilisons pour aller travailler, faire nos courses pour vendre les produits et aussi lorsque l'eau cesse de couler à la maison, nous l'utilisons pour chercher d'eau. Un moyen de transport aujourd'hui nous fait gagner du temps. Vous savez où j'habite, il faut 40 minutes pour prendre un bus pendant la semaine et le jour férié, le dimanche, il faut attendre une heure de temps. En 2017, pour faire passer la loi sept ans, ils ont parlé du nombre de véhicules sur nos routes, des embouteillages, des problèmes de stationnement, de la pollution, de l'île écologique, de la protection des consommateurs et d'autres. La question que nous nous posons aujourd'hui en 2021 : ces problèmes sont-ils résolus ? Comprendons-nous que pour résoudre les problèmes d'embouteillages, nous devons limiter le nombre de véhicules sur nos routes et imposer des lois radicales ?

Où nous devons créer de nouvelles routes et éduquer notre population ? Et le problème de stationnement, qu'avez-vous fait concrètement pour résoudre ce problème notamment à Port Mathurin ? Vous avez évoqué du *ring road* autour de Port Mathurin. Où en êtes-vous dans ce projet ? Il y a aussi le Commissaire de l'environnement qui a mis l'accent sur la pollution à Rodrigues mais la semaine dernière, qu'avons-nous vu à Roche Bon Dieu ? La fumée émanant du dépotoir. Pendant 10 ans, qu'avez-vous fait pour résoudre ce problème ? Bientôt. Le commissaire, M. Louis Daniel Baptiste disait dans son intervention, je cite :

« Madame la Présidente, je voudrais tout d'abord féliciter le Chef commissaire adjoint cet après-midi d'avoir eu le pouvoir de venir de l'avant avec ce règlement que je considère également d'être un grand pas en avant en vue d'assurer des meilleures protections aux consommateurs Rodriguais. »

Mais qu'a-t-il fait pour protéger les consommateurs contre les abus des prix du poisson ? Exactement. Quand on sait qu'ils vendent au-dessus du prix fixé, pourquoi il n'y a pas de control ? Qu'est-ce qu'il a fait pour protéger nos éleveurs de la hausse des prix des aliments pour animaux ? Qu'a-t-il fait pour protéger les consommateurs contre les pénuries artificielles ?

(Interruptions)

Madam Chairperson: Respected Member Félicité and the Deputy Chief Commissioner, this personal conversation cannot continue. Yes, please proceed respected Member.

Mr Félicité : Aujourd'hui, ils viennent avec cette nouvelle loi, *Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Motor Vehicles from Mauritius to Rodrigues) Regulations 2021* encore une fois. Pourquoi venir en urgence aujourd'hui pour adopter cette loi, sachant que la majorité de la population est contre cette loi ? Je pose la question : veulent-ils éliminer la concurrence pour favoriser quelqu'un ou une entreprise dans ce secteur ? Pour rappel, Madame la Présidente, le Chef commissaire adjoint disait dans son intervention en 2017, je cite : « *Madam Chairperson, by imposing restriction on the age limit as well as a number of shipment permit granted, we are indirectly promoting local car dealers' business to flourish.* » Fin de citation. Et puis, j'aimerais avoir des éclaircissements concernant page 2, *shipment permit*, paragraphe (1) (b) :

/UNREVISED/

« application under subparagraph (a) shall – (i) be made – [...] (B) at least 8 working days before the date of shipment of the motor vehicle...»

La question : pourquoi seulement huit jours ? Et puis, à la page 4, *Restriction on additional shipment*:

« (1) Subject to paragraph (2), no person shall be issued with an additional shipment permit within a period of 6 months from the date of issue of the first shipment... »

Pourquoi six mois ? Pourquoi pas moins ? Madam Chairperson, if the first regulation on shipment of Motor Vehicles has been revoked, although the Deputy Chief Commissioner has said, I quote: “This is why we have taken care before getting these regulations ducted by the State Law Office and subsequently, in bringing into the House to call consultation meeting with major stakeholders.”

This means also this one, this new one can also be revoked and I am sure it will be revoked in the near future. I would vote against this regulation. Thanks for your attention.

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. I suspend the House for one hour for lunch.

At 12.27 p.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 1.34 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Respected Member, Nemours.

The Second Local Region Member of Maréchal (Mr J.N. Nemours): Thank you, Madam Chairperson. Madam Chairperson, thank you for giving me this opportunity to intervene on the set of regulations on the Order Paper of the day.

Madame la présidente, je ne vais pas être long car je pense que mes collègues de ce côté de la Chambre ont tous dit concernant ce règlement. Mais je vais quand même dire quelques mots pour exprimer ma satisfaction concernant ce règlement. Je ne vais pas entrer dans la démagogie de l’opposition parce que je trouve que le membre Félicité de l’autre côté de la Chambre n’a pas eu le temps même de faire son *home work*.

Madam Chairperson, this government has a bold objective for this beloved island that is making Rodrigues *'une île écologique'*. Qui dit écologique, dit prendre des actions concrètes pour protéger notre environnement pour la génération future.

Madame la présidente, je vais énumérer quelques points en relation avec les situations qui ont amenés à passer ce règlement antérieur. J'ai connu de voiture avec des belles couches de peinture comme dans les films de Fast and Furious. Descendre du Mauritius Trochetia et du MV Mauritius Pride et qui ont terminés leurs courses le lendemain dans des garages pour des problèmes mécaniques et autre. Certains venus d'ailleurs ont cru que Rodrigues est un cimetière pour les voitures âgées. Ils ont arnaqué nos frères et sœurs Rodriguaise. Devant un tel état de faire en tant qu'un gouvernement responsable, nous avons le devoir de réagir dans l'intérêt de la population.

Madame la présidente, pour une voiture qui est vieille même avec un bon entretien plus elle émet de la fumée noire éparpiller dans la nature. Cela a un effet sur la couche d'ozone et très négatif pour la santé. Suite à l'entrée en vigueur du dernier règlement sur l'interdiction des voitures de plus de sept ans, j'ai personnellement fait la différence. Les compagnies venues d'ailleurs envoyaient que des voitures presque inutilisables à Maurice pour leurs staffs à Rodrigues. Aujourd'hui, on constate que des voitures neuves qui débarquent chez nous. Port Mathurin finira très bientôt de passer par des parkings payant qui seront obligatoire.

Madame la présidente, il nous faut revoir l'espace réserver pour des garages car actuellement des multiples véhicules sont stationnés en face des garages. Les villageois parfois sont en colère car des garages occupent beaucoup ces espaces-là. Madame la présidente, il faut dire aussi que des agriculteurs et beaucoup parmi nos compatriotes dans la population, nous ont interpellés sur ce règlement. Avec raison, ils ont exprimé leurs interrogations. Leurs revendications ne sont pas restées lettres mortes mais ont atterris dans des forums appropriés pour être débattu. C'est pour cela que dans son dernier discours budgétaire, le Chef commissaire a pris la décision d'amender ces règlements passant de la période de sept ans à dix ans. Cela a fait l'unanimité parmi la population. Chose dite, chose faite. *Kan dir pou fer, nou fer.*

Madame la présidente, si on veut aller dans le sens de faire Rodrigues de devenir une île écologique, il faut qu'il y est un contrôle strict sur l'état de voiture venant de l'île Maurice. Madame la présidente, j'ai tout dit au tout début de mon discours, je ne vais pas être long mais par la volonté du Conseil exécutif et le commissaire Baptiste qui a eu le courage de venir de

l'avant avec ce règlement, je serais très reconnaissant envers mes collègues. Et, je le félicite pour ce beau travail.

Madame la présidente, je vais terminer par dire, merci au gouvernement régional, au Chef commissaire d'apporter aujourd'hui ce règlement – la voix du peuple c'est notre voix. Madame la présidente, je vous remercie pour votre attention et je vous souhaite tous ici dans cette Chambre, un joyeux Noël et une bonne et heureuse Année. Merci.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. The Respected Member, Volbert.

The Second Local Region member of La Ferme (Mr J. N. Volbert): Merci, Madame la présidente. Permettez-moi d'abord de rebondir sur deux points soulevés par le respecté commissaire, Mme. Edouard et M. Payendee. D'abord, Mme. la commissaire a fait comprendre que ce gouvernement a du cœur dans le ventre et qui tient tous ces promesses. Mais dommage, il n'a pas tenu ces promesses pour la distribution de l'eau une fois par semaine. Je ne comprends pas l'autre de l'autre côté. Il y en a qui parle du cri du cœur, l'autre qui parle le cœur dans le ventre. Mais je peux dire, comme le dit le dicton en Créole – *mo espéré zot pan gagne léker Rodriguais*. Et l'autre, après avoir écouté le commissaire Payendee parlant, comment sera Rodrigues dans dix ans, vingt ans, cinquante ans, en faisant référence au nombre de véhicule garer à Port Mathurin. Je me pose la question – est-ce qu'il y a seulement une catégorie de personne qui peut avoir des JCB, des 4 x 4, des bus, des taxis, des camions de l'eau, entre autre. Ceci dit, Madame la présidente, tout d'abord j'aimerais dire ceci – quand on a l'opportunité de servir son peuple et son pays, on doit toujours penser que c'est un privilège et un immense honneur.

(Applause)

Car la chance qu'on a eu n'est pas donné à tout le monde. Il faudra bien traiter ce peuple car c'est lui notre employeur. On a le devoir moral et l'obligation de bien lui servir. On a été choisi parmi tant autre qui eux aussi aimerait être à notre place ici. On ne veut pas être en concurrence avec ceux qui comptent beaucoup sur nous pour leurs bien-être. Et c'est là, que la petite phrase du Chef commissaire trouve bien sa place, je cite : « on est venu pour vous servir et non pour se servir. », fin de citation.

(Applause)

Madame la présidente, le règlement sur l'achat et le contrôle de l'importation des véhicules a été voté en 2017 et implémenté en 2018. Lors de vos différentes interventions à cette époque, vous avez mis l'accent sur le pourquoi de ce règlement et aussi la détermination de ce gouvernement de mettre de l'ordre et ainsi de faire tous ce qui est en son pouvoir pour une île Rodrigues écologique loin des vieilles voitures et des vieilles ferrailles.

Madame la présidente, ce gouvernement a défendu ce règlement quoique la société civile, les syndicalistes et les politiciens de l'opposition parlementaire et extra-parlementaires ont tous unanimement rejetés ce règlement, disant ainsi que c'est anticonstitutionnel. Il y a eu des manifestations pacifiques organisait par la société civile dans les rues de Port Mathurin aussi bien que devant le siège de notre Assemblée. Tout ça pour vous faire raisonner. Vous avez choisi la voie de tenir tête à votre propre peuple.

Madame la présidente, de ce côté de la Chambre, on a voulu nous aussi faire quelque chose pour ce peuple. Le fait que personne n'a pas voulu faire entendre raison à ce gouvernement, un de nos compatriotes, un certain C.S., est allé en cour, il est allé devant la justice à l'île Maurice. Qui dit devant la justice, un cas civil, dit des coûts. Nous n'avons pas hésité de continuer à donner notre support dans cette voie pour chercher justice pour faire amender la loi sept ans.

(Applause)

Notre peuple ne mérite pas être traité de la sorte. Le cas est toujours devant la justice et sera appeler pour être pris sur le fond en janvier 2022.

Madame la présidente, après plus de trois ans, le cas devant la justice suprême, la Cour Suprême, le Conseiller Légal qui représente les intérêts du gouvernement régional, a demandé à plusieurs reprises le renvoi de l'affaire, tantôt pour filer des arguments, tantôt pour chercher des avis légaux, juste comme dit l'anglais – *to buy time*.

Dans le discours budgétaire 2020-2021, à la page 51, paragraphe 150, le Chef commissaire avait fait mention, je cite : « Madame la présidente, mon gouvernement a pris la décision de revoir d'ici fin 2020 les règlements régissant l'importation des véhicules à Rodrigues, le Rodrigues Regional Assembly (Shipment of Vehicles) Regulations 2017. », fin de citation. Mais rien n'a été fait depuis. Jusqu'à ce que tout récemment, nous au niveau de l'UPR, nous avons signifié notre intention d'abolir ce règlement une fois au pouvoir.

(Applause)

/UNREVISED/

Même si vous allez apporter des amendements ou révoqué ce présent règlement mais pour nous c'est impératif d'enlever ce règlement et que nous et d'ailler tout le monde juge anticonstitutionnelle.

(Applause)

Vous aurez pu mieux faire si vraiment vous aviez pris la peine de vous rappeler que ce peuple est notre employeur et mérité définitivement un meilleur traitement.

Madame la présidente, qu'est-ce qu'ils vont nous dire aujourd'hui – qu'ils ont à cœur le bien-être de ce peuple. Si oui, avoir attendu trois ans et ce à la veille des élections pour apporter les amendements ou révocation à ce règlement contre verser. Pourquoi juste après, la promulgation de ce règlement en 2018 où l'opposition ait voulu à travers monsieur C.S. logeait un cas en Cour Suprême, vous n'avez pas pensé à apporter les amendements si vraiment vous avez à cœur le bien-être de ce peuple. Une chose est sûre, vous n'avez pas consulté la population avant ce règlement. Sinon, vous auriez su que le peuple n'allez pas accepter ce règlement comme présentait en 2017. Et là, je me pose la question, où est passé votre slogan – 'démocratie participative'.

(Applause)

Madame la présidente, il y a eu un *rush* en 2018 avant la date butoir pour l'implémentation de ce règlement, dit la loi sept ans. Beaucoup de nos compatriotes sont partis à Maurice pour acheter une voiture. Le rêve de tout le monde, d'ailleurs. C'était une incompréhension totale et beaucoup se sont fait piégé, comme disait notre camarade Nemours. Au lieu d'une *road worthy vehicle*, beaucoup se font piégé avec des '*cachak charlie*'. Tous ces bousculements c'est à cause de ce règlement. Un, la population n'était pas informée du règlement. Deux, elle a voulu concrétiser un rêve. Le rêve d'avoir *ene kat larou*. Car passer cette date butoir, elle doit et devra déboursier une petite fortune pour avoir une voiture moins de sept ans.

Madame la présidente, j'aurais aimé savoir de notre vis-à-vis, ces élus de la majorité - pourquoi ils ont changé d'avis maintenant ? Pourquoi à la veille de la dissolution du parlement, ils viennent avec des amendements ou sinon la révocation pur et simple de ce règlement de 2017 ? Est-ce qu'ils ont peur que le peuple les sanctionne au prochaine élection ? D'ailleurs le 'petit peuple' sont très remonté contre ce règlement. Ils vous attend au tournant, croyez-moi !

(Applause)

/UNREVISED/

Ces gens-là avec leurs faibles revenus ont pu économiser quelques milliers de roupies, voire Rs 150,000, Rs 200,000 pour pouvoir réaliser un rêve. Le rêve d'avoir une voiture. Et surtout, ils ont besoin de cela pour transporter leurs moteurs pour les pêcheurs, de l'herbes et de l'eau pour leurs bétails du côté de l'agriculteur. Ils ont été privé de ce droit à cause de vous. Et ça, ils ne vont pas vous pardonnez.

(Applause)

Madame la présidente, l'idée majeure et centrale de régler l'importation des véhicules, c'est pour avoir empêché que l'île ne se remplisse de vieilles ferrailles. Je vous invite, à faire un tour du côté de Quatre Vents juste dans le virage de l'endroit communément appeler '*lor pavé*'. Vous allez voir un vieil autobus. Un vieil autobus est dans le fond du ravin se trouve la voiture de votre collègue le respecté membre Nemours.

(Applause)

A Grand La Fouche Corail, sur un terrain agricole du côté du chemin qui mène vers Piments Reposoir deux vieilles autobus. C'est sur le terrain d'un de vos aspirant candidat. Ce sont des véritable *eyesores*.

(Applause)

Donc, votre soi-disant raison à avancer pour l'implémentation de ce règlement sur l'importation des véhicules de plus de sept ans, selon laquelle l'île sera remplie de vieille voiture ne tient pas.

Autre chose, Madame la présidente, une fois l'année, il y a la vente à l'encan au Mechanical Workshop, ce sont des véhicules de plus de sept ans voire même 15 ans ou 20 ans qui sont mis en vente. Et les gens qui achètent ces voitures ont droit à les réparer et les remettre sur la route bien sûre après avoir obtenu le Fitness Certificate car il s'agit de ce que le gouvernement vend et veut vendre, c'est okay, là ça ne cause aucun problème.

Madame la présidente, il y a une chose que je n'arrive pas à comprendre. En 2017, vous étiez tous unanime à soutenir ce règlement. Vous nous aviez traité d'antipatriotes. Nous n'étions pas d'accord, bien sûre. C'est pour cela que nous n'avons pas participé au débat. De toute façon, même si nous avons fait part de nos points de vue et des inquiétudes de la population, je suis sûre que cela n'aurait rien changé car vous étiez déterminé et obstiné.

(Applause)

Madame la présidente, peut-on savoir des respectés membres de la majorité qu'est-ce qui a changé depuis ? Comme est-ce que vous vous êtes rendu compte que vous devrez révoquer ce règlement ? Quand est-ce que vous vous êtes que vous devez révoquer ce règlement ? Enlever sept ans pour être remplacé par dix ans, ça ne change en rien la position et la possibilité de la population qui fait face à une situation économique encore plus difficile avec la COVID.

Madame la présidente, pourquoi ne pas faire provision pour qu'un centre de fitness au nombre national soit mis en place à Maurice pour examiner et délivrer ensuite des certificats de fitness, ça aurait été la meilleure décision. Moi, je connais des voitures fabriquées en 95, en très bon état, je dirais même mieux que des véhicules de 2015. Comment ? Tout simplement par un bon entretien.

Madame la présidente, je souhaite et je l'espère qu'il n'y aura pas deux poids deux mesures comme c'était le cas pour le règlement sept ans, comme le peuple a pu assister c'est trois dernières années du fait que le Departmental Head peut à sa discrétion donner des permis. Nous avons vu des véhicules vieux de plus de 15 ans ou de 20 ans débarquer sur notre sol. Le camion du Mauritius Meat Authority ou encore le van de la MSPCA.

Madame la présidente, un dernier point que j'aimerais soulevé avant de terminer, concerne *the appeal to the Island Chief Executive. Why to the Island Chief Executive and not to a Court of Justice ?*

(Applause)

Si une personne sent que ces droits ont été bafoués, je pense que c'est à une Cour de Justice d'écouter et remédier à ce problème car dans notre démocratie c'est la justice qui est le rempart contre toute forme de dictature.

Madame la présidente, avec ce règlement présentait dans sa forme actuelle, je voterai contre et je vous dis merci pour votre attention.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. The Commissioner for Women Affairs and Others.

The Commissioner for Women Affairs and Others (Mrs Gaspard Pierre-Louis): Merci, Madame la présidente, de me donner la parole pour dire quelques mots en lien avec ces règlements que nous venons présenter dans ce parlement et que nous venons voter aujourd'hui.

Je dois vous avouer que c'est un bilan de plus aujourd'hui, après la longue liste et le long chapelet des bilans de chaque commissaires la semaine dernière, c'est encore un bilan de plus parce que c'est encore un engagement de plus respecter devant la population.

(Applause)

On avait pris l'engagement de revenir avec ces lois, parce que comme mes collègues l'ont dit, nous avons su être à l'écoute de la population parce que justement nous croyons qu'écouter la population et venir avec des changements quand il le faut, c'est un acte courageux, responsable et respectueux envers ce peuple que nous avons le privilège justement de servir.

Madame la présidente, au risque de répéter ce que mes collègues avant moi ont dit. Derrière ces règlements dont nous avons présenté en 2017, il y a cette question et cette vision écologique. Et, c'est quoi une vision ? C'est cette capacité de voir aujourd'hui ce que sera demain. Et, c'est pour cela que dans ce souci de préparer le pays pour nos enfants dans ce souci de répondre à cette question que le Chef commissaire pose souvent – ce que sera Rodrigues dans cinq ans, 10 ans, 20 ans ? C'est pour cela qu'on est venu avec ce règlement. Et, bien sûr, Madame la présidente, c'est important de savoir que quand on dirige, quand on a ce privilège, si c'est vraiment important de prendre les décisions pour mener à bien le pays, il faut savoir que des fois il faut être courageux de prendre des décisions impopulaires mais qui à la longue va démontrer que le gouvernement est un gouvernement responsable et justement visionnaire. Comment est-ce qu'on peut oublier aujourd'hui ces résistances quand on est venu ici pour faire voter les règlements pour bannir le sac en plastique ? Les gens n'aimaient pas. Et malheureusement, on a eu toujours en face de tout, une opposition un peu suiveuse. Dès qu'il y a deux personnes qui bougent, ils s'associent avec au lieu de venir présenter vraiment qu'est-ce que, eux ils présentent comme alternatives et comme alternances ? Qui ne se souviendra pas des résistances quand on était venu pour faire voter les règlements pour contrôler la pêche à l'ourite ? Et pourtant, quelques années après, mais toutes les pêcheurs sont contents. Pour le sac en plastique aujourd'hui combien de créativité on a été témoin depuis ? Et, il faut le dire, Madame la présidente, c'est vrai, le Minority Leader l'a dit, le peuple n'est pas bête. Exactement, c'est pour cela aussi que le peuple comprendra bien cette question d'associer, de faire référence au chien qui salive parce qu'on est à la veille des élections. Les gens ne sont pas bêtes parce que, aussi on a fait voter ces règlements 2017, promulguer en 2018. Dois-je rafraîchir la mémoire des membres de l'opposition, qu'en 2019 il y a eu des élections et que le peuple a vu au-delà seulement ces règlements de sept ans.

(Applause)

Sinon, on ne serait pas là et sinon, Madame la présidente, eux-mêmes ils auraient déclaré notre démission. Parce qu'on aurait perdu les élections nationales. Non, le peuple, avec son intelligence regarde bien au-delà que seulement cette loi de sept ans. Et, Madame la présidente, aujourd'hui le monde connaît une crise environnementale et c'est clair on a eu le COP26 récemment. La seule façon de contribuer à faire atténuer cette crise, c'est en prenant des décisions, petites ou grandes, et souvent courageuse, que ce soit au niveau personnelle, au niveau communautaire ou au niveau global, au niveau du pays. Nous avons su donner l'exemple, en matière de sac en plastique, en matière de pêche à l'ourite, nous pouvons encore donner plus d'exemple et nous allons encore donner l'exemple, parce que nous croyons que c'est très important de travailler aujourd'hui pour demain.

Et, en parlant de COP26, Madame la présidente, le Premier ministre dans son allocution, le 1^{er} novembre à l'occasion du COP26, a rappelé la nécessité de limiter le réchauffement de la planète à 1.5 degré et d'atteindre l'objectif zéro émission net d'ici 2050. Et, poursuivant dans son allocution, le Premier ministre avait dit, je cite : « le réchauffement de la planète et la montée du niveau de la mer représente un défi existentiel pour les petits états insulaires comme Maurice. » Donc, automatiquement Rodrigues. Et, Maurice, il l'a dit, s'est engagé « Réduire **les émissions à effet de serre par 40% à l'horizon 2030** ». Que voulez-vous que nous à Rodrigues, Rodrigues autonome, qui a su donner l'exemple, que voulez-vous que nous faisons ? Nous asseoir ou bien travailler, démontrer cette capacité justement de contribuer à cette élan national, à cette élan patriotique pour préserver l'avenir pour nos enfants. Et, c'est ce que nous faisons aujourd'hui avec ces règlements que nous mettons sur la table de l'Assemblée. Même si le Minority Leader dit que pour lui nous sommes des *coward*, nous avons un *cowardish attitude*, moi ma compréhension c'est que seule les idiots ne changent pas d'avis.

Madame la présidente, seule les idiots ne changent pas d'avis et en même temps je comprends, j'ai appris que si on veut être un bon leader, si on veut diriger un pays, comme nous avons une équipe autour du Chef commissaire, il faut être courageux. Par contre, si nous voulons faire plaisir à tout le monde, il faut vendre des glaces. Si vous voulez faire plaisir à tout le monde, il faut aller vendre des ice-creams au lieu de vouloir venir diriger. Parce que diriger implique des choix parfois impopulaires mais important pour l'avenir. Et, c'est ce que nous faisons aujourd'hui.

(Applause)

Madame la présidente, moi je crois, comme le Chef commissaire le dit souvent – l'Organisation du Peuple de Rodrigues organiser, que nous avons la nécessité, l'urgence de travailler pour organiser ce petit pays qu'est Rodrigues. Et, dans le cadre de cette organisation du pays, il y aura certes des choses, aujourd'hui, demain qu'on va devoir faire avec la population mais qui ne fera pas plaisir à tout le monde. Et, c'est là aussi cette esprit d'autonomie qui vient démontrer que nous ne sommes pas nécessairement pareil comme à Maurice et que nous avons besoin de faire les faire les choses bien ou encore mieux et parfois différemment.

Le Minority Leader a parlé – *ki fer pa fer com moris?* – par rapport au voiture. Si on doit faire comme Maurice, c'est-à-dire, importer les voitures, limiter l'âge, on doit au lieu de 10 ans limiter l'âge de l'importation à quatre ans. Qu'est-ce qui est mieux ? Limiter à quatre ou limiter à 10 ans ? Est-ce que vous ne savez plus compter aujourd'hui ? Et, aujourd'hui, Madame la présidente, j'ai été déçu d'entendre un membre de l'opposition en face, dire que, que la conscience écologique – *pa nou problem sa* – in a sitting position.

Madame la présidente, si aujourd'hui un dirigeant, une équipe qui se veut être l'alternance dans quelques semaines, vient dire que la conscience écologique – *pa nu problem*, c'est-à-dire, qu'ils n'ont rien compris de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde. Et, c'est une vision arriérer. Et, Madame la présidente, le peuple saura sanctionner ce genre de réflexion. Moi, je pensais qu'aujourd'hui ils allaient venir avec des références qu'ils ont faites aux Hansards, par rapport à ce qu'il avait dit en 2017 et c'est là que j'ai compris qu'ils n'étaient pas là et que – d'ailleurs, je dois le féliciter aujourd'hui, ils ont pris la décision de prendre leur place, la place dont le peuple leurs a donné, c'est-à-dire, représentant d'une partie de la population et venir de l'avant pour défendre ces gens qu'ils représentent même avec beaucoup de retard. Le retard c'est avec eux. Parce qu'en 2017, ils devraient être là pour cela.

Madame la présidente, je ne vais pas être long, sinon pour dire que je félicite mon collègue, le commissaire Baptiste qui est venu avec ces règlements pour justement démontrer cette écoute attentive que nous avons de ce côté de la Chambre, nous avons cette vision écologique et demain je crois que nous devons, ensemble travailler pour avoir à Rodrigues un parc automobile vert et propre. Et, pour cela, ces règlements sont une contribution importante par rapport à ce projet d'avenir.

Je suis contente, qu'avec ces règlements, encore plus de femme auront la chance d'avoir leur véhicule, leur motocyclette. Quand vous voyez, Madame la présidente, aujourd'hui, le nombre de femme qui conduise de plus en plus. Et, dans le monde entier, c'est

reconnu comme une action qui prouve l'émancipation de la gente féminine. Et, Rodrigues avance dans ce secteur aussi.

Madame la présidente, je suis fière d'appartenir à un gouvernement qui est soucieux, qui a une politique soucieuse du bien commun et non pas une politique égoïste et individualiste – *ki intel ine fer pou toi, ki intel ine fer pou toi ?* Et, c'est dans cette élan que nous allons poursuivre nos actions et que demain nous allons montrer davantage à nos jeunes, à nos enfants combien nous les dirigeants de l'OPR, nous avons su penser à eux et combien nous croyons que cette planète, que nous occupons aujourd'hui, nous l'empruntons à nos enfants demain. Donc, je souhaite qu'avec ces règlements, voter aujourd'hui, on va pouvoir assurer, à travers cette écoute active de la population, que beaucoup plus de personne puissent prendre avantage des facilités qu'ils vont avoir avec ces règlements. Donc, merci, Madame la présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The Respected Member, Von-Mally.

First Island Region Member (Mr L. J. Von-Mally, GOSK): Thank you, Madam Chairperson. Aujourd'hui, pour cette session spéciale, on a entendu dire qu'il y a plusieurs raisons derrière mais personne, de l'autre côté de la Chambre, n'a eu le courage de dire exactement pourquoi il y a eu cette session, pourquoi on est en train de se rencontrer aujourd'hui ? On a parlé, j'ai écouté les membres de l'autre côté qui ont parlé de gouvernement responsable, courage de prendre des décisions impopulaires, de prendre des décisions pour que Rodrigues devienne une île plus écologique. Mais il y a plusieurs façons de rendre Rodrigues plus écologique. D'ailleurs, je vais critiquer le règlement et je vais apporter des propositions comme d'habitude. C'est ça le débat, le débat politique doit être comme ça.

Madame la présidente, nous sommes en train de terminer cette présente mandature et je croyais qu'on allait terminer sur une très bonne note. Mais malheureusement, avec ce règlement, je suis navré de le dire, on n'est pas en train de terminer sur une très bonne note. Pourquoi ? C'est bon d'avoir du courage, c'est bon de prendre des décisions, mais il faut prendre des décisions légales. On a dit qu'on n'était pas là le 24 octobre en 2017, quand on a discuté de la loi *macine sept ans*. C'est vrai qu'on n'était pas là. Et, moi-même personnellement je ne voulais pas participer pour discuter des règlements qui n'était pas légale. Et d'ailleurs, si nous sommes ici aujourd'hui, la preuve en est que ce n'était pas légale à l'époque. Donc, vous nous donnez raison de ne pas avoir participé à quelque chose qui était loin d'être légale. Et,

après avoir passé ces règlements, nous avons été en Cour Suprême, le 27 septembre 2019. Le MR, on a mis l'affaire en cour. Mais après qu'est-ce qu'on a vu ? Le gouvernement régional, à travers son conseil légal a essayé de gagner du temps. On a dit renvoyer cela... Ils ont essayé de débattre au départ mais après, un certain temps, ils ont dit vous savez faites que la Cour ne siège pas M. le juge, on va venir de l'avant avec des amendements. Et ça a pris plus d'une année. Et, ce n'est pas par hasard qu'aujourd'hui on est en train de parler d'un nouveau règlement – on est en train de débattre de ce règlement – qui va prendre effet, tenez-vous bien – en février, c'est-à-dire, on peut dire après les élections. Donc, ce sera au nouveau gouvernement régional de voir ce qu'il pourra faire. Donc, on est en train de... comme on dit en Créole – *passé boule*. N'est-ce pas ce qu'on est en train de faire ? Donc, on a pris plus d'une année avant de venir avec ce règlement. On aurait pu venir avant. Est-ce que vous avez été mal conseillé ? Vous avez des conseillers légaux. J'ai entendu dire qu'on a été voir le State Law Office avant de venir avec ce nouveau règlement. Mais n'est-ce pas ce même State Law Office qui vous a conseillé pour le règlement de 2017 ? Donc, même le SLO peut faire des erreurs et que la Cour Suprême peut corriger. Si on se rencontre aujourd'hui, n'est-ce pas vrai que le Juge de la Cour Suprême il allait donner son jugement en janvier de l'année prochaine ? Comme il a dit, arrive qui arrive il va donner son jugement. J'ai donc, n'est-ce pas à cause de cela ? Donc, c'est peut-être pour cela qu'on a aujourd'hui un nouveau règlement qu'on est en train de discuter. Mais comme j'ai dit, Madame la présidente, ce n'est pas en *shiftant* de commission qu'on va vraiment faire les choses légalement. L'importance c'est qu'on doit faire les choses d'après le Rodrigues Regional Assembly Act.

Qu'est-ce que le Rodrigues Regional Assembly Act dit ? Le Rodrigues Regional Assembly Act dit que n'importe quel règlement – any regulations voted in the Rodrigues Regional Assembly must have effect in Rodrigues only but must be in addition to but not in derogation from the existing laws of the Republic of Mauritius. Mais ce règlement que nous allons voter, ceux qui vont voter pour, est-ce que, je me pose la question, est-ce que nous n'allons pas dans l'inégalité. Parce que encore, ce nouveau règlement, c'est un règlement qui est en dérogation vis-à-vis des lois de la république. Ce règlement est vraiment contre, il va à l'encontre du Road Traffic Act. Si ça va contre le Road Traffic Act, ça veut dire qu'on est en train de déroger, c'est une dérogation contre le Road Traffic Act ? Et, le Road Traffic Act, n'a pas mis de restriction, la limite pour les véhicules – *except road worthiness*. It is only the road worthiness that is taken into consideration, not the age. Par exemple, Madame la présidente, on a des voitures, moi-même j'ai eu voiture de 16 ans qui est en très bon état de marche. Mais

vous pouvez avoir une voiture de quatre ans, cinq ans qui est en piteuse état. Donc, c'est le *road worthiness* qui est important. Si vous avez une voiture de deux ans, trois ans, ça ne veut pas dire que ce n'est pas un véhicule fumigène. C'est pourquoi, c'est le fitness qui est le plus important. Donc, l'âge ne veut rien dire. On peut avoir une voiture de quatre ans, cinq ans mais c'est plus fumigène qu'une voiture de 16 ans. Donc, je pense que ce serait mieux de voir le fitness, d'avoir des véhicules en bonnes états qui arrivent à Rodrigues plutôt que de regarder seulement l'âge du véhicule. J'ai une voiture de 16 ans qui est en meilleur état que... Il y a des voitures que j'ai vendu qui est beaucoup plus vieux que ça mais qui est en très bonne état. Tout dépend de la façon dont on a traité la voiture. Ce n'est pas l'âge. Voilà ! Mais importer, on est dans la même république. Donc, si on veut faire les choses d'après la loi, si on veut respecter – on doit respecter les lois de la république. D'ailleurs, le Rodrigues Regional Assembly Act, le dit clairement. Si on veut prendre d'autre responsabilité, on peut le faire. Mais il faut passer par le *proper channel*. Si on veut prendre les responsabilités du Road Traffic Act, on a qu'à demander au ministre de Rodrigues d'apporter à l'Assemblée nationale un amendement au loi, pour que le Road Traffic Act pour que Rodrigues puisse avoir son propre Road Traffic Act. Là se sera dans la légalité. Mais là actuellement venir avec une régulation qui est en dérogation avec les lois de la république, ce n'est pas normal. Parce que là on va Cour, vous allez perdre encore une fois. Donc, se serait bien de penser à cela. The road worthiness should be the criteria, should be the only criteria not the age.

Madame la présidente, je voulais comme j'ai critiqué la loi, on parle de faire de Rodrigues une île écologique. Il y a plusieurs façons d'aider à faire de Rodrigues une île écologique. Premièrement, on a parlé tu fameux dépotoir de Roche Bon Dieu. Et, on est d'accord, ça lâche beaucoup plus de fumer, plus de toxine que tous les véhicules de Rodrigues réunies. Alors, si vous me le permettez, il y en a qui dit, qui met le feu ?

(Interruptions)

En tant que biologiste, il doit le savoir. Si on met les produits...

Madam Chairperson: Order! Order!

Mr Von-Mally: Si on met la matière organique, on laisse empiler la matière organique avec les activités de bactéries, etc., ça chauffe à l'intérieur. Et, il y a ignition, instant ignition, ça prend feu automatiquement. Il doit le savoir. Donc, la meilleure chose à faire – dans notre programme on avait dit, la ramassage sélective d'ordure. Vous avez pris, deux c'est bon, trois poubelles, c'est bon, mais maintenant de grâce mettez les matières organiques d'un côté, qu'on

fasse broyer, que les planteurs puissent utiliser. Il y a un gros broyeur qu'on laisse pourrir à Accacia au lieu...

Madam Chairperson: Respected Member, please come back to the debate.

Mr Von-Mally: Oui, c'est juste pour éclaircir parce qu'à la dernière session on a parlé de l'île écologique. C'est pourquoi ! Ils ont ouvert le débat. Donc, c'est pourquoi je...

Madam Chairperson: Respected Member, the motion being debated here today is not about ecology. So, please come back to the debate.

Mr Von-Mally: C'est pourquoi j'ai demandé d'ouvrir une parenthèse pour expliquer. Parce qu'ils ont parlé de ça, c'est pourquoi je me suis permis d'ouvrir une parenthèse là-dessus. Donc, on a beaucoup plus de pollution de ce côté-là, on fait beaucoup plus de ravage quand il n'y a pas de terrasse, etc., on laisse partir la terre. Que cette affaire de machine 10 ans, maintenant. Dix ans ! Une petite partie. On a voté – Maurice les signateurs des Accords de Paris COP26, etc., mais nous il faut que nous prenions des décisions qui vont nous aider à rendre Rodrigues l'île la plus écologique possible. Pour réduire notre empreinte carbone, quels sont les propositions qu'on peut faire ? Premièrement, *except for vintage cars*, on est d'accord, vintage cars c'est juste pour le plaisir, ça ne pollue pas trop les très vieilles voitures, juste pour les expositions. C'est que nous aurions aimé proposer, au lieu de venir avec des lois comme ça, des lois répressives, se serait mieux – ne serait-il pas mieux de faire payer les permis plus cher à ceux qui importent les vieilles voitures. Plus c'est vieux, plus vous faites payer. Il faut que les voitures/véhicules soient en bonne état, plus c'est vieux, plus on paye le permis plus cher. Et si, on arrive avec des voitures électriques, pourquoi ne pas éliminer, diminuer drastiquement le prix à payer pour les voitures électriques. Et maintenant, pas seulement ça, il faut aller plus loin. On est en train d'utiliser maintenant, dans les autres pays on est en train d'utiliser l'hydrogène pour les voitures, pour les camions, pour les autobus. Même il y a les autobus électriques, les camions électriques maintenant. Mais allons dans cette direction. Pourquoi ne pas éliminer les..., faire payer le plus bas possible ou ne pas payer de permis pour faire venir des voitures électriques, des voitures à hydrogène. Les voitures à hydrogène, quand il bouge l'hydrogène, ça relâche de l'eau. Donc, ça ira en ligne avec le projet de faire de Rodrigues une île écologique et de réduire notre empreinte carbone. *Let us use vehicles that use green energy et des panneaux solaires, etc.* Allant dans cette direction, pourquoi se fatiguer avec les quelques voitures qui utilisent le diesel, etc. De toute façon, this will be phased out in a few years. Dans quelques années les voitures qui utilisent le pétrole etc., ça il y a beaucoup de pays qui ne vont plus l'utiliser. On va aller plus vers l'électrique, on va aller plus vers

l'hydrogène. Donc, commençons à nous préparer pour aller dans cette direction. Et, comme je le redis encore une fois, Madame la présidente, *the road worthiness should be the criteria*. *Road worthiness*, une voiture qui est en bonne état, pas l'âge, une voiture qui est en bonne état.

Madame la présidente, je dis peut-être c'est la dernière session de l'Assemblée pour cette mandature, permettez-moi de vous présenter, à vous, Madame, à tous les membres de cette auguste Assemblée, au Clerk, à tous les staffs de cette Assemblée, le Serjeant-at-Arm, et toute la population Rodriguaise, je présente mes meilleurs vœux pour un joyeux Noël et une très bonne année. Je vous remercie.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. The Deputy Chief Commissioner.

The Deputy Chief Commissioner (Mr N. Lisette): Thank you, Madam. Madam Chairperson, since yesterday I should say that I am a bit disturb, *perturber* when I heard the fatal accident that occurred Donis, where we have the loss of the 14-year-old boy, and this morning we are called upon to discuss upon vehicles which ultimately is related to what happened yesterday. So, I seized the opportunity to sympathise with the families of this 14-year-old boy and I am sure that God will help them to get relief with time. I know that it is going to be very difficult. We are passing a regulation dealing with principally age limit and all that regulates its importation. I would like, first of all, Madam Chairperson, to once again, as I did in my speech of 2017 to write to this House, the well-wide trend as regards to what other countries and what other continents are doing? I am speaking of countries as Algeria, Brazil, Argentina, South Africa, Mexico, Jordan, Perou, see what is said for a cleaner and more efficient vehicle. It is said controlling the level and type of vehicle technology entering a country by using import restriction can provide an effective way to force fuel economy on new and second hand cars. In fact, many countries have put in place certain restrictions on new unused vehicles brought into a countries based on age, technology and emissions. These often go hand in hand with registration fees and taxation instruments and I note that Mr Von-Mally just mentioned about that figure, that issue of registration fees and taxation instruments that can be implemented so as to curb that issue of age with respect to what type of vehicles is being imported in our country. That is right.

Now as regards to specific countries, what are being done? As regards to importation restriction connected to auto fuel efficiency, Algeria imported second-hand vehicles must be

less than three years (trois ans, Algeria). Imports of used automobiles in Brazil are not allowed under any circumstances with special authorisation required through the import of used parts. Even the used parts also are being regulated these days. I got to Jordan, imported second-hand vehicles must be less than five years. In Perou, where the government has authorised imported importing used vehicles until (it was in 2010) for socio-economic reasons with a plan phased out of used technology afterwards. So, what do we see? We see that world-wide there is a general trend in regulating and controlling vehicles that are being imported. Even Mauritius did it. Even Mauritius did it, when he imposed conditions as regards to recondition cars from Japan, from South Africa, from any other countries even from USA. What did Mauritius did? It did pass age limit as regards to recondition cars that can be imported from either USA, Japan or any other countries where it used to import cars. So, what does it means? This means that every country is protecting his environment. Because they are looking also at that question of public health and they are looking also at the question of safety on our roads. True to say, Madam Chairperson, that there has been a case which was filed by one, Mr Spéville, as far back as 2018, it was in 2018 – if I refer to the case date – the case was filed on 22 January 2018. And, what was interesting with that case, Madam Chairperson. That question, that case it goes about questioning the fundamental itself of the RRA Act, it goes in questioning our autonomy because it points towards one section of our law, the RRA Act Section 31. And, in fact, Mr Von-Mally just pointed it out, as regards to whether we are in the legality of matters or whether we are ultra vires? Their question remains. I myself I wanted to have an answer on that issue. You know why? Because if we are not able to do so, then the question of passing the banning on plastic bags would have been also ultra vires. Why is it so? Let me explain myself. Let me explain myself, Madam Chairperson. If we say that because Mauritius is having such and such facilities and Rodriguans are not having such and such facilities then a Rodriguan can challenge and say that why is it that a Mauritian is able to use plastic bag before the passing of plastic bag in Mauritius and why is it that we cannot use plastic bag here? This is the fundamental of autonomy. But when we were provided with that RRA Act 2001, what is its fundamentals? It says that we have to adopt policy which is as per our specificity in Rodrigues, of course, as we have said in line with existing laws in the Mauritius but not in its derogation. But the question is, is the passing of the Regulations in 2017, is it really in derogation of the main law in Mauritius? That was what the law was to find out, whose judgment has not been given so far, Madam Chairperson. This is the question. It was challenging the very fundamental of our law, Madam Chairperson. So, this is why before I came into this House, I have gone through all the affidavits and the counter-affidavits that Mr

Spéville and my Commission has interchanged. I think there are some six affidavits that there has been exchanges between the two parties. There have been challenges and I have said the fundamental question it applied to that section of 31 (1) of the RRA Act. Many things have been said into this House, Madam Chairperson, and one of the questions which has been pointed out and which many persons have not understood, even in the affidavit, they averred to say that seven-year old car cannot be used in Rodrigues. This is what they tend in affidavit to say to the Supreme Court. But there is one fundamental difference between not allowing the importation of seven-year old car or ten-year old car and the selling of seven-year or ten-year old car inland. This is a fundamental difference. There are so many things, Madam Chairperson, like which is not applicable in Mauritius which is applicable in Rodrigues. I give another example, if I take the case of the Consumer Protection Regulations that applies for Rodrigues, pass here in this Assembly as regards to controlled products. There are things/commodities which are not controlled in Mauritius but which are controlled in Rodrigues. But in this case if we are to follow your argument then we can have a trader which says – why is it that milk, for example, I think that milk has just been controlled only two or three months back – but why is it that such item is not controlled in Mauritius but controlled in Rodrigues? And if we go on, on that argument then we will not be able to apply, Madam Chairperson, the very principle of our autonomy. Yes, so we have been given a law, Madam Chairperson. There has been a law which has been passed in the National Assembly, the RRA Act 2001, it is with the spirit in fact to provide us with this Assembly to regulate matters when we think that it is fit for our island and ensure, of course, that it does not go against the main law or it is not in derogation of existing law in Mauritius. So, I wanted, Madam Chairperson, to set that matter straight from the outset.

There has been also, Madam Chairperson, many things which have been mentioned by the different members. We have had by the Minority Leader, which stated the possibility, the anti-constitutionality of the Regulations because we prevent the possibility for purchasing a seven-year vehicle in Mauritius but not in Rodrigues. I have dealt with it, Madam Chairperson. People in Rodrigues can buy a seven-year-old car in Rodrigues itself. In fact, when I passed the Regulations in 2017, there was one thing that I did mention. I did mention that there was at that time an abuse on our citizens. There was also an abuse by some people who were illegally dealing with second-hand vehicles. They were buying up to three, four, five vehicles during a year and they sold it in Rodrigues. We wanted to legislate through this legislation on that. This is why when we passed the legislation we say okay, from a constitutional point of

view and a question of property, we will allow any individual to have a permit once every six months. I think someone questioned about it. Someone questioned about it, we do allow someone to have an import permit for every six months. But the law did provide for derogation to be given. For example, if someone happened to have a total loss when having an accident, that person can be granted a permit even after one month after having an accident for total loss. In fact, Madam Chairperson, I should say when the law comes into operation on 01 January 2028, we did provide for flexibility in the law. We did provide for flexibility. There are, I think, like Mr Baptiste mentioned it, we did allow Rodriguan officers posted in Mauritius to ship back their vehicles even after seven years. Every public officers who are working in Mauritius and who possessed a car before 2017, if they were coming back, we did allow them to bring back their cars. We did allow for this. Also for those who inherited cars in Mauritius, they proved that they have inherited someone because we think that sometimes, there is something which is connected emotionally. We did allow this.

If someone passed away in Mauritius and he wants to donate his car or his property to someone in Rodrigues which is above seven years old, this also, we did provide for this derogation. And, also, for I think it was mentioned also, it was also mentioned about the derogation that we did provide for the contractors. Yes, in fact, we did provide for two import permits for contractors because I think Mr Nemours mentioned it, there is one thing that we have noted. Formerly, the main contractors who are working in Rodrigues, what did they do? Those vehicles who were being rejected in Mauritius, they did send it to Rodrigues on our *chantier*. Yes, they did. But now, what do you see? See the main contractors, whenever they are bringing lorries or other vehicles, most of the vehicles are new. We did provide for two derogations as regard to the...

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: Yes, *camion toupie*. This is only for the construction of track roads.

Madam Chairperson: Minority Leader, DCC, this is unparliamentary.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, at any time, once the derogation is finished/completed, these companies will have to resend back these machines in Mauritius. Yes, because there are conditions attached, because when we started... Because I think I just made a small derogation on the matter, Madam Chairperson, when we provide for the

construction of 30km of track road in January, because we wanted to proceed as fast as possible on that construction. If the company was to go for the purchase of the required equipment, they would have taken three/four months before the start, before they can provide the optimum conditions for the start of the construction in Rodrigues. So, we discussed with them. We said we want to alleviate the people here as regard to the sufferings, as regard to the problem they are facing. So, what is the best way that we can do to start the construction of the projects?

So, we just say: okay, we are going to provide you for a derogation on that matter but with the condition that you will have to return these machines at the time of expiry of the derogation. That is why. Minority Leader mentioned also about consultation with stakeholders in 2017. In fact, let me tell you. We did consult the RCSS. We did consult the bus owners' association. We did consult the NTA and any stakeholders and you know what did they propose at that time? They did not propose a limit age of seven years old; the stakeholders proposed a limit age of five years old because when the regulation was passed in the Assembly on 24 October 2017, all the relevant stakeholders were in the Assembly. So, we did consult on that issue, Madam Chairperson. Yes.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Minority Leader, please!

The Deputy Chief Commissioner: So, to say the least, let me tell you. When we were having consultation at that time, and I hope that it is not going to happen, because we have to exert greater control on the matter, there were at that time in 2017 and I will ask you to reflect back, there was a proliferation of *taxi marron*. Everyone can go in Mauritius, take a car which is 20-25 years old, start working here which costs Rs90000, work for three months, get that car used up whatever be the benefit and after three months, get it aside knowing that they are going to make profit and it was a challenge to the bus industry. Yes, it was a challenge to the bus industry. So, when we met with the bus owners' cooperation, that matter did crop up but at that time, there was a proliferation that somehow we had to curb as regard to that problem that was cropping up, Madam Chairperson. Yes. So, in our view, what we had to do, we had to find an equilibrium between consumer protection, ecology and safety.

That was the main aim and the main objective of the regulation: finding an equilibrium between protecting the consumer but at the same time, ensuring that we do protect our environment, we ensure road safety and we ensure protection of public health. That was the

main issue of the regulation. Respected Member Reddy proposed about the subsidisation, subsidy to be proposed/provided with respect to electric cars. I think we did see last time in the Private Members Motion in Mauritius just in the last Assembly, there was a debate where a Member was proposing in fact about the passing of such a regulation in Mauritius to ensure in fact with the introduction of more electric cars in Mauritius, even for buses. Yes, but, Madam Chairperson, I think that this will come. In fact, this is a very nice proposal, very good proposal coming from respected Member but I think that we have on this side of the House, made the first step. We have made the first step for some people were questioning with respect to our typography, whether electric cars can be run in Rodrigues. But we have this idea through the project of ecological village in Rivière Cocos.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

The Deputy Chief Commissioner: We have seen that it did in fact work with Rodrigues also. It did work. It does work; *pas* it did work but it does work also, Madam Chairperson, electric cars can be run in Rodrigues. It can be run. For one thing was mentioned by Mr respected Member Reddy. He proposed simply the abolishment of the age limit. We should not. This will be a fatal error. If we are going to abolish the age limit for importation of cars in Rodrigues, we are deemed to kill our tourism industry and all that are hereby attached, Madam Chairperson. I am coming to the fitness. This is fundamental and it can be seen today how our fleet of vehicle in Rodrigues has changed. I do admit that there are some people who could have bought a car maybe Rs 100,000 less or maybe Rs 150,000 less, yet because of the imposition of the age limit, they will have to say, have a more, a greater burden to have one but if we look it only on this side, it appears bad.

But if we see it on the global issue about the positive effect that it is bringing to the tourism industry, if we see it on a global effect about the positive effect that it is doing to the ecology and it is bringing benefits that is bringing on the public health issue, then we can say that that very matter is a petty thing that we can somehow discard. Yes, Madam Chairperson. So, the passing of our law in 2017, we did curb as I have said. We did curb the illegal dealing of second car vehicles in Rodrigues but at the same time, what did we do? We created also an internal market. We created an internal market because what happened? We saw that there are more people instead of going to buy a second car vehicle in Mauritius or a 10-year vehicle now

in Mauritius and bring it here, they will prefer to buy a car of that age from a Rodriguan system itself. And, this has created also an internal market, Madam Chairperson. Yes.

On n'a pas martyrisé les gens comme vous avez dit, Madame respecté membre Marie Thérèse. Ce n'est pas notre objectif. Ce n'était pas le but mais nous avons une vision plus globale par rapport à Rodrigues pour les années à venir. C'était ça notre but.

We have not been elected to come to this House to abuse on people. Why should we do it? I do not see any reason why we should do that. We are elected to make our people suffer? Do you think that this is the goal of politicians? This is the goals of respected Members when you come into power, then you are going to make abuse on people? No, I do not think that your reasoning stands on that matter. We do have a global vision, a global role as regard to the future of Rodrigues, Madam Chairperson. Another point that has been mentioned was the discriminatory aspect as regard to our citizen. There is none, Madam Chairperson. There is none. Why? Because as I have said formerly, any Rodriguan can buy a seven-year car in Rodrigues and run it but he cannot import it from Mauritius.

We are speaking of discrimination because Rodriguans cannot buy from Mauritius but they can run a seven-year-old or a 10-year-old car when they have it in Rodrigues itself. Yes, or they can buy it in Rodrigues itself. They can buy it in Rodrigues. Yes, they can buy it. Yes. They do have. We know about the local market. Yes. Another point that has been mentioned that I think is worth questioning is the question of appeal. For the appeal under the 2017 regulation, the appeal was made to the Commissioner and now, the appeal is made to the Island Chief Executive and they are saying that this is also not a so good thing but let me tell you. This has made with respect to reference to national laws, many appeal that are made, they are made to the Minister or to the Permanent Secretary. The Court as has been mentioned, as has been proposed, it remains as a *dernier rempart* against abuse. The decision of the Island Chief Executive or sometimes the Permanent Secretary, it is not final. In law, it is not final because everybody has the right to have his say in Court.

If you say that even that the agreement and appeal the Island Chief Executive and you are not happy with that appeal, nobody can prevent a citizen from going to Court and say that the decision of the Island Chief Executive is not to my satisfaction. Yes, because even in the law, it has not been mentioned that the appeal, the decision of the Island Chief Executive is final. Even if it is final as regard to interpretation of law, nobody can prevent any citizen from

going to Court because *le dernier rempart par rapport à la bible lorsqu'il s'agit de l'égalité*. It is the Court; he can go to the Supreme Court. If he is not happy with the Supreme Court, he can go even to Private Council. Nobody because everybody, every citizen, as it is said in law, has the right to have his day in Court and I think that this is one of the aspects of human rights. Yes, one of the aspects of human rights. So, Madam Chairperson, we have, I will not say amends but rather come with greater holistic nature of the law that was passed in 2017. Somebody mentioned also about the question of fitness centre. The very first thing that you have to know is that the fitness centre, it is regulated by the NTA even in Rodrigues. We have in fact started negotiation with the NTA for the setting up of a modern fitness centre in Rodrigues. Yes. That will cost about...

We should focus because everything which is important has got something to do also in finance. For the setting up of a modern fitness centre, examination centre, this will cost about Rs 30 m. And, globally, every month, we have some 300 vehicles which go on fitness test which makes on average, Rs 130,000 that are collected by the NTA as regard to the fitness centre. In fact, what we wanted to do? We wanted in fact to go like Mauritius has turned to privatise that. That is it. We have written to the NTA. We wrote to the NTA. In fact, we did take a decision in the Executive Council so that we launch an expression of interest so that we can invite potential bidders for the setting up of a fitness centre in Rodrigues. I will read it. « We request the NTA to launch the request for proposal for the setting up of a Private Vehicle Examination Section in line with the Road Traffic Abundant Act 2016 and then road Traffic Examination of Vehicle/s and Trailers Regulation 2016.

So, the negotiation/discussion is already on with the NTA for the launching of that fitness centre with respect to Rodrigues and I think that it is going to be a very good thing but from a financial standpoint, with the figures that I have provided, I think that maybe it is going to be quite difficult if ever a private is going to invest here Rs 30 m. to get some Rs 130,000 every month. So, maybe we will have to force our way to ensure that it is the NTA itself that set that fitness centre. But anyway, this is a business that is to come up lucratively with time because we do see that with time, the number of vehicles is increasing in Rodrigues. So, the number of vehicles that will have to go for fitness will increase with time and as such, we can see that the investment and the profit-making with time, it is going to increase. And based on the same thing, Madam Chairperson, I have been speaking about the number of vehicles increasing with time. Let us see the statistics and the statistics also will reveal to some level

that even with the introduction of the age limit restriction, this has not in any way curbed the number of vehicle that is imported from Mauritius.

The statistics 2017, I mean in December 2017, we had 14,123 vehicles, December 2018 – 15, 124, 31, 2019 – 16,173, 31 December 2020 – 17,283 *et* as at 30 November 2021, we have 18,183 and when I look at the number of imported vehicles per year, this means for 2017, *il y avait* 1147, for 2018 – 1010, for 2019 – 1047, for 2020, there were 925 and as at 30 November 2021, we have imported so far 773 vehicles, meaning that we are more or less importing an average of 1000 vehicles every year. It has stagnated more or less and I think that it is nice that we also have in a way, regulated the number that is being imported view the effect that we can already see on our road. I can ask the question in this Assembly. Is it not true what we are starting to face issues of congestion in Port Mathurin? Yes. Okay, you may ask the question. We are already having that problem of parking facilities. Okay, you are going to ask the question: what is being done? My question is: do we have space today in Port Mathurin for additional parking facilities? How many? If we can provide for additional 40 or 50. In fact, we have already identified a place near Camp du Roi where the *Banque de Maurice* was supposed to be constructed. We have taken back this land and we are going to use it for parking facilities just next to Josh. This has been granted to my commission.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: Yes, we do that. There will be a bridge also there for the construction. There will be a bridge. In our vision, there will be a bridge that is going to be built so that we can instead of going through Hoireaux, it goes directly from the parking, directly next to the Commission for Social Security and Air Mauritius. So, this land which was granted to the Bank of Mauritius, because they had not used it so far, we have taken it and this is going to be converted into a parking facility. But we should know we are going to face problem. We are going to face problem, why? We should focus. Where are most people parking their cars these days? We are using the reclaimed land and the reclaimed land, it is part of, I think of the port area. It is part of the port area. So, if we are going to have additional, how to say, development as regard to the port area, this is going to be a major problem for Port Mathurin.

So, all these matter, we have to think and we have to see how best we can solve them beforehand because there are not so many options, Madam Chairperson. As regard to Port

Mathurin, space is very, very, very limited. So, all these have to be taken into consideration, Madam Chairperson. So, the information provided is clear. True to say that as I have mentioned in my speech of 2017 when we did introduce the law, the regulation, we were taking a slice of freedom from part of our people. This is to be recognised but it is being done for a higher priority or a higher order thinking and the higher order thinking was to look at what Rodrigues will be in the years to come. With these words, Madam Chairperson, I thank you for your attention.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Respected Member Perrine.

Mr Perrine: Thank you, Madam Chairperson. I am very proud to have been produced with a very, very, very important document. Thank you. Can I opt for?

Merci. Madame la Présidente, je vous remercie de me donner l'occasion de dire quelques mots sur ce règlement qui est présenté aujourd'hui par le Commissaire Jean Daniel Baptiste, commissaire à la sécurité sociale, Louis Daniel Baptiste, merci M. Payendee. Madame la Présidente, en 2021, je pense que c'était le 30 mars dernier, lors de mon discours budgétaire, il y a un mot qui est venu en ma tête et que j'ai dit il fallait dire ça. Un mot, on appelle ça « génocide ». Ce mot-là, c'est génocide. Génocide. Aujourd'hui, avec ce règlement, il y a un autre mot qui est venu à ma tête, c'est appauvrissement. En anglais, on appelle ça « *weakeness* ». *Weaken, ene zafer coumsa. Weaken or « weakeness », whatever.* En tout cas, c'est l'appauvrissement. Vous avez compris ce que je viens de dire. C'est le mot qui est venu à ma tête ce matin quand j'ai fait ma prière pour venir ici pour prononcer mon speech. « *Weakeness.* » Appauvrissement. Vérifiez sur Google. *Google it, please. Is it not? Google it.*

Madame la Présidente, ce mot-là me fatigue et c'est une réalité parce que quand je regarde la présentation même de ce règlement, le Chef commissaire dans les années 1976 quand il a commencé à faire la politique, il est venu avec un mot : Rodriguanisation. Le Chef commissaire, il est venu avec un mot : Rodriguanisation. Et bien sûr, après Rodriguanisation, il doit y avoir une suite. La suite jusqu'à maintenant du côté de cette Chambre de l'autre côté, ils n'ont pas vu le mot mais nous, on a vu le mot : Patriotisme économique. Ça, c'est le nouveau mot qui sera introduit dans notre nouveau vocabulaire en 2022. C'est déjà introduit. On commence à faire le marketing mais en 2022, ce sera chose faite : Patriotisme économique. Madame la Présidente, nous avons eu l'autonomie de Rodrigues en 2001 voté à l'Assemblée

nationale par le Chef commissaire et l'ancien leader de la minorité ici pour donner plus de pouvoir au fils du sol pour gérer les affaires du pays localement.

Nous avons eu 49 secteurs de responsabilités et il y a même d'autres qui ont été enlevés dans notre *areas of responsibility*. Et maintenant, avec cette nouvelle loi, ce nouveau règlement, je dis que ce règlement est en train d'affaiblir l'autonomie de Rodrigues. *Weakening. This regulation is weakening the autonomy of Rodrigues*. Pourquoi ? Madame la Présidente, quand on vient avec des lois ou des règlements dans cette Auguste Assemblée, c'est principalement pour renforcer notre autonomie et non pas l'affaiblir. Et avec ce règlement, plusieurs membres d'entre nous ont dit, ont bien précisé, ont bien élaboré sur la faiblesse, sur l'impact négatif que ce règlement a sur la vie de nos concitoyens. Madame la Présidente, on parle bien de *constitutional point of view*. Le respecté membre Von-Mally a fait ressortir que cette loi est en dérogation avec les lois mères. Monsieur Lisette, le *Deputy Chief Commissioner*, a parlé de *consitutional point of view*. C'est-à-dire, il est d'accord que cette loi n'affecte pas les droits dans la constitution pour nos concitoyens. Or, je vais lui prouver le contraire. Madame la Présidente, selon le rapport de PRB qui est officiel, c'est écrit *conditions of service, travelling and car benefits*.

C'est écrit à la page 165, paragraphe 4 : « *Officers in the grades listed at annex 2 of this report volume 1* », *I quote*, « *There is renewal duty period remission eight years.* » *Nine years* aussi et 85 à 100% de *duty remit on these cars*. Ce document, est-ce que je peux demander si ce document est officiel ? Si c'est officiel, c'est-à-dire que le Gouvernement régional dirigé par le Chef commissaire a passé une loi qui est à l'encontre des droits des fonctionnaires éligibles pour avoir à importer de Maurice un véhicule de huit ans ou de neuf ans. Vous avez enlevé ce droit-là depuis 2017. Est-ce que vous savez combien de fonctionnaires ont été affectés par ce que vous avez fait en 2017, depuis 2017 ? Vous avez calculé ? Vous avez fait votre addition ? Est-ce que vous savez combien de fonctionnaires ont dû revoir leurs stratégies pour faire des bébés, pour faire la construction d'une maison, pour pouvoir se procurer un véhicule pour accomplir leurs rêves ? Madame la Présidente, à l'époque, moi-même, je me souviens.

Je suis parti à Maurice avec Rs300000 en poche pour acheter un 4x4. Je suis retourné avec un 4x4 qui n'avait pas de fumée. C'était un 1998. J'ai roulé ici tranquillement et je suis retourné avec plus de Rs700000 en poche, ça veut dire réserve qui m'a permis de payer les réparations, les *uplifting* de la voiture etc. Madame la Présidente, ce règlement est un problème.

Ce règlement a contribué à l'appauvrissement d'abord de certains types de fonctionnaires, certaines catégories de fonctionnaires et ensuite, la population en général, le petit peuple : les planteurs, les éleveurs et les pêcheurs. Ce règlement depuis 2007 a contribué à cela. Si vous allez faire le calcul, c'est énorme pour le budget. C'est un gros budget qu'ils ont dû refaire/revoir. Allez à la banque. Dans n'importe quelle banque, vous pouvez partir. En 2017, les fonctionnaires, ceux qui avaient les facilités pouvaient prendre Rs200000-Rs300000 pour l'achat d'une voiture, d'un 4x4 convenable. Aujourd'hui, ce chiffre-là a doublé passant de Rs200000 à Rs450000/Rs500000 pour pouvoir se procurer d'une voiture. Cela veut dire quoi au final ? Que vous, vous avez contribué à appauvrir la population de Rodrigues. Vous avez contribué à faire dormir des voitures dans des garages tout autour de Rodrigues. C'est vous qui avez fait ça.

C'est vous. Vous êtes les seuls responsables parce que nous vous avons bien dit de ne pas aller de l'avant avec ce règlement parce que c'est contre le principe de la démocratie participative que le Chef commissaire a tant de fois, venir nous harceler ici avec ce mot « démocratie participative ». Regardez sur Google ce que c'est « démocratie participative ». Regardez qu'est-ce qui est dit par rapport à démocratie participative. Ça veut dire que le peuple, si vous voulez que la population participe, il faut leur donner l'occasion de participer à ce débat. Or, on n'a pas eu de débat. Il y a eu quelques personnes qui sont... « *Vine buro twa, vini nou koze ene tiguit. Ki to pensé lor la twa ?* » C'est tout ! Mais il fallait donner à la population l'occasion de discuter. Mais avant de mettre en place ce règlement, il fallait faire d'autre chose. C'est *ene* préparation tout comme le principe de l'île écologique. Il n'y a pas de concept. Il n'y a rien jusqu'aujourd'hui. Mais tout le monde fait ce qu'il veut parce qu'il n'y a pas de concept sur l'île écologique, Rodrigues, île écologique. C'est quoi ? Là, je vois un autre titre : Rodrigues, île sportive. *Ile sportive, selmen to fer footballeur zouer pieds nus Open Rodrigues ? Eh ou la !*

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order!

Mr Perrine : Madame la Présidente, il faut préparer la population tout comme ce problème de Covid-19 qu'on a eu. Le Commissaire Simon Pierre Roussety est venu à maintes reprises nous dire, « *noune paré, noune paré, noune paré* ». '*Letemps docteur pou vine Rodrigues, narnien pas paré. Noune gagne premier cas dan karantaine, nou abriti comen ene*

fou/fol. ' Et aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? Sommes-nous encore ? Sommes-nous prêts ? Non ! Madame la Présidente, il faut un concept. Il faut préparer la population. C'est pour ça que nous avons été octroyé l'autonomie. C'est pour préparer la population pour des éventuels changements. On n'est pas contre le changement parce que bientôt, ça va être le changement radical. On est pour le changement mais il faut quelque chose... Il faut la participation de la population. Il faut la démocratie participative comme le dit souvent le Chef commissaire. Démocratie participative veut dire que tout le monde son opinion là-dessus. Tout le monde donne son point de vue parce qu'il n'y a rien de caché. Qu'est-ce qu'on a à cacher, nous ?

Au contraire, c'est une occasion pour donner la parole à ces garagistes, à ces importateurs de véhicules, à ces personnes qui veulent importer des véhicules, à d'autres personnes qui ont mis en place des garages neufs et qui n'ont pas pu utiliser jusqu'à maintenant. Tout ça, c'est une préparation complète. Il faut qu'on se prépare. Pareil comme les poubelles, le Commissaire est venu nous dire ici qu'il va nous donner trois jolies poubelles carrées. Aujourd'hui, on voit deux poubelles rondes. Madame la Présidente, il faut arrêter ça ! Il faut arrêter ça. Il ne faut pas nous prendre pour des imbéciles. Il faut arrêter. Il faut respecter ce qu'on dit ici. Parce que si vous voulez que je respecte le Parlement, les autres personnes aussi doivent faire le même. Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité. La vérité, c'est quoi ? C'est qu'il n'y a pas eu de participation. Il n'y a pas eu de consultation pour venir avec cette loi depuis 2017 et malgré ça, nous, on a fait *walk-out* parce qu'on n'était pas d'accord.

Ils n'ont pas jugé bon d'aller vers la population. Ils ont fait ça en catimini et à ce moment-là, *shifté* chez Monsieur Louis Daniel Baptiste, Commissaire de la sécurité sociale. Pourquoi ? Personne n'a parlé là-dessus. Pourquoi vous, le *Deputy Chief Commissioner*, *you have shifted your responsibility on behalf on this Commissioner ? Why ?* Pourquoi ? Quelle est la raison principale ? Il faut arrêter de nous prendre comme des idiots. Il faut arrêter de nous prendre pour des idiots. Nous avons l'intelligence d'esprit. Nous avons la sagesse d'esprit. Nous avons la capacité de discerner ce qui est bon et ce qui n'est pas bon. C'est pour ça qu'on vient aujourd'hui là, avec des *facts*. You, vous avez l'habitude de parler des faits. *This is a fact and I want you to challenge*. Madame la Présidente, *this is not correct* ! Bafouer les droits des fonctionnaires surtout et après leur dire que « *nou konten Rodriguais, nou konten zot* » *and this is correct* ? Non. « *I Love Rodrigues* », non, *this is not correct*. Madame la Présidente, et après, on vient nous dire, « *they have been here to make the people of Rodrigues not suffering.* » *Of course! Water once in a week. What is this?* Le dépotoir de Roche Bon Dieu, c'est quoi ça ? Ce n'est pas la souffrance ? L'hôpital, service l'hôpital, ambulance. « *Ou téléphoner ene heure*

de temps, ou gagne l'ambulance la, trois heures de temps après. Dimoune gagne le temps mort tou. » 4x4, location des voitures à l'hôpital. Madame la Présidente, tout ça fait partie de ce processus de génocide que j'ai parlé en Mars dernier et qui conclut aussi avec l'appauvrissement de la population. Il ne faut pas oublier l'embargo sur les animaux alors qu'on n'a plus la fièvre aphteuse à Rodrigues. Non, je « cause pas n'importe » parce que j'ai téléphoné au ministre l'autre jour. J'ai téléphoné au ministre l'autre jour pour lui dire. Tout ça, ça fait partie de ce concept.

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order !

Mr Perrine : C'est un concept. Une île écologique. C'est un concept pour justement faire en sorte le règlement supposément, ça fait partie du concept et que vous n'avez pas pu nous dire mais nous, on veut vous dire que ça fait partie de toute une stratégie pour appauvrir la population, pour appauvrir l'autonomie de Rodrigues. Madame la Présidente, aujourd'hui, les Rodriguais ont leurs capacités. On n'est même pas ministre de Rodrigues. Il n'y a même pas un ministre de Rodrigues fils du sol. Pourquoi ? Madame la Présidente, aujourd'hui, c'est un jour historique. C'est un jour historique aujourd'hui. Pourquoi je dis ça ? Parce que nous avons un sentiment de devoir accompli. Malgré les coups bas, nous sommes heureux et fiers d'avoir participé à 56 *sittings* de l'Assemblée régionale.

(Interruptions)

Mr Perrine: Nous avons pu emmener 789 questions. Ils ont pu répondre 501 questions. Nous avons *withdrawn* 166 questions et nous avons aussi *put 122 written answers that you gave to us*. Et moi, je suis fier d'avoir pu poser 89 questions en cette auguste Assemblée depuis 2017 à ce jour. Je suis fier d'avoir participé 10 fois pour donner mon avis sur des *matters at adjournment* et je suis fier avec mon équipe d'avoir pu présenter un *backlog* de 10 ans sur le rapport du *Public Accounts Committee (PAC)* qui est déjà officiel.

(Applause)

Mr Perrine : Ça, c'est de renforcement de l'autonomie de Rodrigues. *This is fact*, Madame la Présidente. C'est pour ça que je vous dis que cette rencontre, elle est historique. Malheureusement, elle tombe le 20 là où tout le monde est fatigué. Tout le monde aurait dû avoir recourt au nettoyage de la maison etc. Bon, Madame la Présidente, ils ont parlé de

Rodrigues as a dumping ground. Let me refresh the mind of the respected team in front of me. I quote, these are words of the Deputy Chief Commissioner in 2017: « Rodrigues was already... » Non, ça, c'est moi. « As at September 2017, our automobile parks stood at 13,782, 13,000 as compared to 12,946 in December 2016. Of course, il y a beaucoup plus de personnes qui ont intégré la fonction publique. C'est un fait. Il ne faut pas le nier. Donc, puisqu'il y a plus de personnes, mais automatiquement, vous savez très bien comment sont les Rodriguais. Mais si le 'Minority Leader ine asté ene ti motocyclette, ou pou asté ene gros'.

Ce qui fait qu'automatiquement, le *park automobile* va augmenter. *Lote la asté ene pli gros enkor. This is Rodrigues.* Ça, c'est notre réalité et il ne faut pas... C'est notre réalité, ça. Mais par contre, je vous dis, moi, *Rodrigues was already a dumping ground.* Mon respecté membre, Nicolas Volbert l'a souligné tout à l'heure et moi, je confirme : *Rodrigues was already a dumping ground for used cars since part of them was sold to Rodriguans in a pity state at the Mechanical Workshop owned by the Government.* Quelles actions avez-vous pris pour empêcher cela ? Qui dit gouvernement, dit règlement. Qui dit règlement, dit control. Aujourd'hui, vous avez pu contrôler le ramassage de l'huile lourde, vous ne pouvez pas contrôler le ramassage des carcasses de véhicules ? Vous ne pouvez pas faire ça ? Il n'y a pas de loi ?

Madam Chairperson: Please address the Chair, respected Member.

Mr Perrine: Yes, yes, please. Sorry. Il n'y a pas de règlement pour contrôler ça, le *dumping site* ? Il n'y a pas de règlement pour dire que : ok, on va put, on va mettre en place... Là, il y a justement pour ça là, à côté de la Maison des pêcheurs, à côté du *boat yard*, il y a une machine-là qui avait été déposée là, je ne sais pas quelle époque, c'est une machine justement pour compacter les *cans* etc. les vieilles ferrailles. Le bougre n'a pas eu son permis renouvelé et oui, il parle de n'importe quoi. Mais il faut faire...

(Interruptions)

Madam Chairperson: Order !

Mr Perrine: Okay. *Mo pe koze menti ? Alé mo retir mot la. Mo pe koze menti.* Mais qu'est-ce que le Commissaire de l'environnement a fait pour pouvoir donner un booste à ces personnes, à Joël Léopold ? Ce n'est pas la première fois que je fais ça. Un monsieur...

Madam Chairperson: Order!

Mr Perrine: J. L. Sur le comblage de Baie aux Huitres. Qu'est-ce que le Gouvernement régional a fait pour encourager l'unique personne qui est en train de ramasser les bouteilles, les *cans*, les vieilles ferrailles ? Qu'est-ce qu'on a fait ? Va regarder, Madame la Présidente. Elle est toujours dans une petite baraque entourée avec de vieilles feuilles tôles. Va regarder. *These are facts*. C'est-à-dire que vous n'avez rien fait, vous, à part d'emmener des lois pour opprimer la population, pour opprimer tout le monde et pour dire que vous n'avez pas le droit et il n'y a rien de possible de l'autre côté. Il faut utiliser ce terme et le mettre en pratique : démocratie participative. Il faut arrêter cette mentalité, Madame la Présidente. Je continue. *These are words of the Deputy Chief Commissioner, I quote: «Madam Chairperson, it becomes imperative to improve our examination centre for vehicles. »* Impératif. Je parle de 2017. Ce n'est pas là. 2017 là au début de notre mandat, 2017. Et le Chef commissaire adjoint ajoute : « *The centre has just been provided with the smoke reader but the focus remains in the transfer and the construction of a modern fitness centre on the reclaimed land of Oyster Bay.* » Ecoutez bien. « *The centre has just been provided with the smoke reader.* »

C'est-à-dire qu'il y a un centre qui existe. Non ? *The centre has just been provided*. Le centre existe déjà. Mais il est où ce centre ? *Where is it ? 2017, where is it ? 2017*, Madame la Présidente. Ce que le Chef commissaire adjoint vient nous dire là, on ne veut pas entendre ça, nous. On veut voir des actions concrètes de sa part. Qu'est-ce qu'il a fait depuis 2017 pour mettre en place le modern fitness centre à Baie aux Huitres ? C'est aujourd'hui qu'il vient nous dire qu'il a eu des conversations avec le NTA pour voir quelle est la modalité ? Mais tout ça, il fallait penser depuis 2017 avant de venir dire ça ici parce que nous, on ne fonctionne pas sur des slogans. On fonctionne sur des actions concrètes et nous, au sein de cette Chambre, on est là pour poser des questions pour avoir des éclaircissements et pour veiller à ce que vous respectez votre programme que vous avez énoncé en long et en large lors des débats budgétaires et par la suite. C'est ça notre rôle. Il ne faut pas être jaloux de notre rôle.

Madame la présidente, je redis et je reconfirme : *the regulation brought into this House in 2017 has weakened the autonomy of Rodrigues and its fellow citizen, Madam Chairperson*. La loi a affaibli l'autonomie de Rodrigues. Ajouté à cela, *at that time, the Legal Advisor was paid for the vetting of this regulation in 2017. Why did he fail to advise the Government of the day about the restriction of public officers on tour of service not to sell their vehicles sometimes of year 1995 in Rodrigues?* Et là, Et là, je regarde avec attention dans le Second Schedule, Regulation 3 (2), exempted person, part A – A person causing the shipment of a classic or vintage car/motorcar in good running condition, exempted persons.

Secondly, a public officer from the island of Mauritius who is on tour of service in Rodrigues or has been assigned duties in Rodrigues. Ils vont même plus loin en disant – *oui*, the obligation to return the motor vehicle to the island of Mauritius on the termination of his tour of service or assignment of duties. *Qu'est-ce que cela veut dire ? Apré zot pa lé nou fer walk out pou vin complice de zot complo, non. Nou bizin fer walk out. Parski nou ti dir zot depi bonher.*

Nous vous avons averti qu'il fallait bien revoir cette loi, cette *regulations* parce qu'elle va à l'encontre des droits, des fondamentaux des Rodriguais. Des droits fondamentaux. Entre 2017 et 2020, combien de véhicule de 1995, *above 2000 has been sold to our fellow citizens in Rodrigues from officers on tour of service in Rodrigues*. Combien ? Vous avez déjà la liste, ce n'est pas la peine que je viens marteler encore. Mais je viens attirer votre attention. *These are facts*. Ce sont des faits. Et vous avez appauvri la population de Rodrigues en se faisant. Pourtant vous avez payé le Legal Adviser ? *Pa gagne traka ou, mo coné ki mo pé dir moi*. Vous avez payé le Legal Adviser pour pouvoir conseiller l'Assemblée régionale sur ce règlement. Où il est ?

Madame la présidente, je vais encore plus loin. Je vais demander d'ajouter dans le règlement, exempted persons – a person having stayed in Mauritius for five years or more, students (ban dimune kine ale rod lavi moris, professionnel) these should be included in the Regulations, Madame la présidente. The Legal Adviser...

Madam Chairperson: Respected Member, you cannot attack someone who cannot defend himself. You withdraw those allegations.

Mr Perrine: Non, non, non, this is not allegations but I was just asking question where did our money go?

Madam Chairperson: Respected Member, you withdraw unconditionally.

Mr Perrine: Yes, I withdraw unconditionally. L'autonomie de Rodrigues c'est donner la possibilité aux Rodriguais de prendre la décision en main, de prendre la décision en main. Voilà, pourquoi nous disons qu'il faut absolument revoir ou même enlever, si c'est possible, cette loi qui est anticonstitutionnelle, Madame la présidente.

Maintenant, avant de terminer, de clôturer, j'aimerais reprendre quelques mots qui ont été dit par une commissaire de l'autre côté, la commissaire de la Femme sur cette affaire conscience écologique. La conscience écologique est reliée à un concept écologique, c'est pour ça que je vous dis, nous au sein de cette Chambre qu'on est pas... qu'est-ce qu'elle a dit ? Ce

n'est pas notre problème parce qu'il n'y a pas de concept. On ne sait pas ce que c'est. Qu'est-ce que vous voulez, qui est-ce que vous voulez voir dans une île Rodrigues écologique ? C'est quoi le concept ? C'est quoi ? Personne ne le sait à part le commissaire peut-être. Quel est le plan ? Là on parle de COP21, on sait le SDGs, il y a 16. 16 goals to attend. On sait que c'est un concept mais c'est quoi ce concept que vous parlez de conscience écologique ? Quelle conscience écologique ? Le concept écologique n'existait même pas. Alors, il faut arrêter de dire des bêtises. Ça c'était pour Mme Gaspard Pierre Louis.

Madame la présidente, et en plus de ça, il faudra faire des choses, il faudra emmener des lois pour encourager la population de Rodrigues, nos cadres, nos matières grises de retourner dans l'île. Mais malheureusement, avec ce gouvernement, avec cette loi qui est à l'encontre de certains droits fondamentaux, *I would say the natural instinct to return to Rodrigues has been destroyed cause we have made our people weak*. Tout en faisant, en emmener des règlements qui va appauvrir la population, qui va faire endetter notre population. Donc, *the natural instinct to return to Rodrigues has been destroyed*.

Madame la présidente, *moreover, it is the nature of power to make you use things that you do not need*. Matière à réflexion.

Pour terminer, Madame la présidente, je dirais *these laws, these regulations have weakened the autonomy of Rodrigues*. Rodrigues est pauvre. *We are weak. And, in the same concept, in the same vein, we have weakened the economy of Rodrigues. Politically, Madam Chairperson, we are weak, socially we are disorganised because there has not been* démocratie participative. *We are weak, spiritually and culturally we are confused. With this words...* Ben c'est normal, c'est normal, c'est normal que vous allez dire tout, c'est n'importe quoi mais je sais qu'aujourd'hui-là, c'est peut-être mon dernier jour dans ce parlement, je ne sais pas qu'est-ce qui va se passer mais tout ça reste, l'écritures restent, les paroles aussi restent cela va rester dans les annales de l'Assemblée régionale pour dire que le gouvernement du jour a appauvri et continue à appauvrir l'autonomie de Rodrigues. Merci, Madame la présidente.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you Respected Member. The Chief Commissioner.

The Chief Commissioner: Madame la présidente, j'ai écouté aimablement les commentaires de la Chambre, les différents membres de la Chambre. Puisqu'on a parlé de l'autonomie, je ne vais pas être long. L'autonomie, peut-être beaucoup de gens ne comprend pas c'est quoi l'autonomie. L'autonomie, c'est de donner cette capacité, ce pouvoir aux

Rodriguais de diriger cette île Rodrigues et sa population. L'autonomie, comme je dis toujours à beaucoup de personne, à côté de chez nous il y a La Réunion, La Réunion est un département français et La Réunion n'a pas d'autonomie. Et ensuite, il y a Mayotte, ça aussi c'est un département français mais n'a pas d'autonomie et pourtant ces deux îles font partis des Jeux des Iles de l'Océan Indien. Et, c'est pourquoi pendant pas mal de temps j'ai lutté pour que Rodrigues participe dans les Jeux des Iles en tant que Rodrigues, région autonome. Et, c'est ça justement. Je pense que cette fois-ci, au prochain jeux des îles, nous participerons en tant que Rodrigues et non pas faisant parti de l'équipe mauricienne. L'autonomie, c'est justement pour montrer notre capacité, ce dont nous sommes capables, au niveau d'intelligence, au niveau de créativité et d'invention. Nous sommes capables. Et ce que j'ai entendu ici, on a parlé que nous avons fait à travers ces règlements, c'est que nous avons affaibli l'autonomie, c'est le contraire. C'est le contraire ! Justement, ces règlements montrent, témoignent que justement nous avons tous les droits, tout le pouvoir d'apporter des amendements à un règlement ou à une loi. C'est ça justement. C'est ça qui est important. C'est ça l'autonomie. Mais quand j'écoute de l'autre côté, c'est vraiment, je ne vais pas dire le mot, c'est vraiment décourageant par rapport à ce peuple de Rodrigues. Et c'est pourquoi, je dis toujours – Rodrigues est un exemple dans la république de Maurice. ... peut un exemple dans l'Océan Indien et, pourquoi pas dans le monde. J'ai voyagé beaucoup quand j'étais à L'Union Européenne. J'ai été le coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et j'ai dirigé les assemblées des députés de L'Union Européenne, des pays ACP. Et justement, j'ai voyagé beaucoup, j'ai été en Atlantique, j'ai été en Afrique, j'ai été dans le Pacifique. Tout ça ! J'ai appris beaucoup. Et même, dans certains pays où Rodrigues est autonome, ces pays qui sont même indépendant. Ils ne savent c'est quoi l'indépendance. C'est quoi être autonome.

Voyez-vous, Madame, ces règlements apportait par mon collègue, M. Daniel Baptiste, ce pour montrer qu'avec le temps, c'est vrai nous avons pris un peu de temps. Mais avec le temps nous avons vu qu'il faut agir. Pourquoi ? Parce que Rodrigues se développe. Rodrigues se développe. Il y a beaucoup de véhicule dans Rodrigues. Si vous venez dans mon bureau, là à quelques mètres de là, quand vous voyez le nombre de véhicule sur ce terrain vague devant le bureau et la mer. Extraordinaire ! Extraordinaire, le nombre de véhicule. Et, quelqu'un a parlé justement, les endroits pour pouvoir trouver des parkings dans Rodrigues. Ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile. Et justement, c'est pourquoi – est-ce que le nombre de véhicule à Rodrigues – que sera Rodrigues dans cinq ans, 10 ans, 15 ans, 20 ans. Et, nous nous sommes en train, moi je m'occupais de l'éducation et Mme. Franchette Gaspard Pierre Louis s'occupe

de l'éducation aujourd'hui, je me pose la question - quelle formation donner aux parents des enfants, quelle formation donner aux étudiants, au primaire, secondaire, tout cela, quel type de formation ? Quoi, pour une île Rodrigues d'aujourd'hui ? Non ! Il faut leur parler de l'île Rodrigues à venir, le future île Rodrigues. Et justement, ces règlements sont là pour nous rappeler justement, il faut voir la qualité de véhicule qui rente à Rodrigues. La qualité de véhicule. Nous ne voudrions pas que les véhicules de 15 ans, 20 ans, 25 ans rentent à Rodrigues. Malheureusement, c'est ça qu'il dit, plus que 10 ans. Plus que 10 ans et ces plus que 10 ans-là ben, il y a des véhicules qui vont rentrer. Voyez-vous ? Mais même ces véhicules plus que 10 ans, il y a dans ce règlement beaucoup des conditions ? Il y a beaucoup de condition. C'est ça justement, beaucoup de condition. Il faut protéger notre île Rodrigues.

Mais maintenant, je vais terminer par là. Je voyage à travers Rodrigues et là vous avez entendu hier il y a eu un accident. Un jeune homme de 14 ans, un enfant conduisait une motocyclette, derrière quelqu'un, un adulte. Et, c'est pourquoi là je fais un appel à la Police. Il y a des policiers là ? Le Chef de la police aurait dû être présent-là. Vous comprenez là ? Je voyage de Port Mathurin à Mont Lubin et à Mont Lubin c'est un grand carrefour. Je vois trois policiers dans un petit coin là-bas en train de causer. Je leurs dis – allez là-bas, allez là-bas, allez là-bas, essayez de contrôler la circulation. Vous comprenez-là ? Contrôler la circulation. Lorsque je descends, ces motocyclettes, ces véhicules qui nous double dans une ligne blanche, ça-veut-dire, le code de la route est inexistant. Il faut faire bien attention. Comment ? Ben, oui ! Alors, il faut que nous ayons une équipe de la Police vraiment qui protège la sécurité de la population. La sécurité de la population. Et, c'est pourquoi ces véhicules qui viennent, il faut voir si ces véhicules vraiment sont praticables sur les route de Rodrigues ? C'est ça justement. Et, j'espère qu'il a la Police – qu'est-ce qu'ils ont à la Police ? Le fitness. Oui, avec même mon vieux véhicule là, de 20 ans, je ne sais pas, 40 ans, ils vont le passer en fitness. Vous comprenez là ? Voir si ce véhicule-là peut rouler sur les routes de Rodrigues. Vous comprenez ? Et, surtout à Rodrigues, nous avons des routes de tournant. Beaucoup de tournant. J'ai dit à la Station de police de Gabriel. Non, ... Chef de la police, faite venir des *motocars*, des motocycles pour les policiers. Donner un motocycle dans chaque station de police, faites ces motocycles-là circulent dans le village pour voir. Mais souvent à Petit Gabriel, il y a des personnes qui garent leurs véhicules dans un tournant. Dans un tournant et là *cot enan la ligne blanc*. Parfois, je me suis arrêté pour dire – excusez-moi, monsieur – excusez-moi, madame. *Ah, il y a madame aussi, beaucoup madame conduire*. Vous comprenez ? C'est une ligne blanche. Il faut respecter cette ligne blanche. Il y a beaucoup à faire au niveau de code de la route. Beaucoup

à faire. Il y a même, là quand je vais là, il y a un véhicule qui se gare un peu dans le tournant, tout ça. Alors, s'il y a un tournant... C'est ça, il faut faire bien attention. Faire bien attention. C'est bon de faire venir des véhicules mais ces véhicules peuvent-ils rouler comme il faut sur les routes de Rodrigues ? Et, il faut qu'il y est des policiers qui roulent sur leurs motocyclettes pour aller vérifier un peu partout. C'est ce qu'on appelle la sécurité routière.

Voilà, Madame, les autres ont parlé, nos amis de l'opposition aussi ont parlé. Mais ce règlement-là, c'est justement pour nous rappeler notre responsabilité – que nous avons cette responsabilité de revoir les règlements et de revoir des lois. Nous avons ce pouvoir de le faire en tant que l'île Rodrigues autonome. Et moi, je ne veux pas perdre cela. Je ne veux perdre cela, nous avons mené ce combat pour l'autonomie de Rodrigues et nous voulons que cette île Rodrigues autonome vraiment *deboute lor so dé lipié. Capable pa capable* ? Merci, beaucoup.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, Chief Commissioner. I now invite the Commissioner for Consumer Protection and Others for his summing up speech.

SUMMING UP

Mr Baptiste: Merci, Madame la présidente. Tout d'abord permettez-moi de féliciter et remercier tous ceux qui ont pris part à ce débat depuis ce matin. Et, je remercie particulièrement les membres de la majorité, de ce côté de la Chambre qui ont soutenu, qui ont apporté des éclaircissements par rapport à certains critiques formuler par les membres de la minorité. Mais, je dois vous dire que ces règlements n'ont pas été fait à la va vite, ça n'a pas été fait du jour au lendemain. Donc, il a fallu prendre le temps qu'il fallait et surtout, il fallait s'assurer que tout ce que nous proposons aujourd'hui est dans le sens de notre vision pour une île Rodrigues écologique, comme j'ai bien mentionné au départ mais aussi tout en respectant les différentes lois existantes au niveau national. Donc, Madame la présidente, j'ai beaucoup de respect pour les institutions. *This piece of regulation has been vetted by the State Law Office*, tout comme le précédent règlement. Donc, s'il y a eu des changements, il y a aussi probablement certaine raison pour ça. Mais comme j'ai dit ce matin, nous sommes là comme des représentants du peuple responsable et quand il faut le faire, quand il faut apporter des changements, des améliorations, c'est notre devoir de venir ici pour le faire avec humilité et respect. Mais, moi je suis sûre que si nous avons eu l'approbation du Prime Minister's Office, du ministère du Commerce et des Droits des Consommateurs, du State Law Office, ça veut dire, que ces lois sont donc en règle. Que c'est *it is in order*. Donc, il n'y a pas de souci là-dessus comme la

questionner le membre Von-Mally. Permettez-moi, également de profiter de cette occasion pour féliciter les officiers du Consumers Affairs Unit parce que depuis 2020 nous travaillons sur ces règlements. Il y avait Mme. Fong Hin, à qui je dois beaucoup de respect et qui a commencé ce travail, donc au niveau de la commission comme Officer-in-Charge, à l'époque et elle a pris sa retraite. Donc, je souhaite bonne retraite à Mme. Fong Hin et par la suite c'est M. Bégué qui est venu pour continuer le bon travail qu'on avait déjà commencé. Donc, il y a une continuité avec toute cette équipe dans un esprit d'équipe pour aller dans la bonne direction. Donc, venir questionner le ... Regulations quelque part pour moi c'est insulte ces officiers-là parce qu'ici on a apporté des règlements et ces règlements-là bien-sûr il y a des gens qui doivent travailler pour faire respecter tout ça. Donc, moi je suis convaincu, je suis sûr que mes officiers travaillent parce qu'il y a eu des contraventions. Il y a eu des interventions quand les consommateurs font la demande mais malheureusement nous n'avons pas de contrôle pour ceux qui décident d'aller acheter ces produits-là à des prix plus cher. Donc, ils doivent aussi prendre leur responsabilité. Donc, nous avons également travaillé en collaboration avec le Deputy Chief Commissioner's Office. Là aussi je me souviens, il y avait M. Chantal Gaspard, qui était là à l'époque, lui aussi il a pris sa retraite, donc je voulais remercier toutes ces personnes-là. Donc, les officiers de la NTA, de la National Land and Transport Authority et tous ceux qui d'une façon ou d'une autre a contribué à faire de ce règlement un succès. Bon, là je pense beaucoup à mon Chef de département, M. Botsar, au Island Chief Executive, Legal Advisers et aussi surtout ces gens, cette section de la population qui sont venus nous voir. Parce qu'il n'y a pas seulement les pancartes et dans les rues qu'on peut exprimer ces mécontentements. Il y a des groupes de personnes, des anonymes qui sont venus nous parler et nous avons écouté ces gens-là. Et aujourd'hui, je pense qu'ils seront tous très émus, très heureux de voir que nous avons été à l'écoute et que nous apportons les changements nécessaires pour leur permettre d'avoir plus de possibilité pour avoir une voiture.

Madame la présidente, quand un membre de l'autre côté de la Chambre a parlé d'appauvrissement. Donc, je ne sais pas d'où viennent ces chiffres, où est-ce qu'il a eu tout ça. Mais de parler des choses pour ne rien dire, comme ça a été le cas pour plusieurs membres de la minorité depuis ce matin. Plusieurs personnes ont parlé pour ne rien dire. On n'a pas vraiment apporté des choses concrètes.

(Interruptions)

Mr Perrine: On a point of order. Comment quelqu'un peut parler pour ne rien dire. Il faut respecter les gens quand même. C'est une manque de respect. Parler sans rien dire, ça veut dire quoi ?

(Interruptions)

Madam Chairperson: Respected Members! Minority Leader, please! I am able to rule now. Respected Members, unfortunately the Chair is here as guardian of Standing Orders. To which Standing Orders are you referring to here? Respected Member, there is no contravention here. Yes, please proceeds, Commissioner.

Mr Baptiste: Donc, merci, Madame la présidente. Donc, je ne comprends pas...

(Interruptions)

Donc, on parle d'appauvrissement mais si vous regardez les statistiques. En 2017, 2018, 2019 et 2020 selon le Digest of Statistic for Rodrigues. Là, je parle des official statistics not those collected i do not know from where, from which source. Donc, en 2017, *there has been 697 new vehicles ; 2018 – 820; 2019 – 866;* donc, il y a eu une progression continue. Evidement, 2020 c'est quand même un petit peu différent à cause de la COVID-19, on a enregistré une baisse. Mais même si on regarde aussi les chiffres par rapport au second hand. Donc, 2018 – 181 ; 2019 – 188 ; 76 en 2020, donc un petit peu lié à la COVID-19 parce qu'il y a eu moins d'activité économique durant l'année 2020 et il y a moins de mouvement aussi entre Maurice et Rodrigues. Donc, malheureusement le membre est parti mais il a parlé également de patriotisme économique. Moi, j'ai déjà parlé de ça ici lors d'un débat du budget et il est complètement en contradiction à ce qu'il a dit par rapport au patriotisme économique. Peut-être pour le besoin de ces collègues, je voudrais juste partager une petite définition de patriotisme économique. Donc, c'est généralement perçu comme une invitation faite aux acteurs économiques, tel que, l'état, les consommateurs ou les entreprises à favoriser les activités économiques du pays, favoriser les activités locales. Et, c'est ce que ce gouvernement a fait durant tout ce temps, Madame la présidente. Nous avons organisé des marchés solidaires pour encourager la consommation locale. Vous avez vu hier, avant-hier comment c'était vraiment extraordinaire de voir les produits de Rodrigues. Comment on a vu maintenant, les jeunes, les Rodriguaise, les Rodriguais sont tous fiers de leurs tantes en vacoas. Et, ça a pris de l'ampleur grâce à la politique visionnaire de ce gouvernement pour encourager ce patriotisme économique.

/UNREVISED/

(Applause)

Nous avons pu soutenir notre industrie touristique malgré la COVID-19, grâce au *Alternative Livelihood Scheme* qui a permis à beaucoup de Rodriguais d'aller séjourner, d'aller passer des bons moments à l'hôtel. Donc, tout ça c'est le patriotisme économique.

(Applause)

Il y a eu aussi la foire agricole. Donc, patriotisme économique. Et, à travers ces règlements, Madame la présidente, nous voulons créer également du patriotisme économique par rapport au marché de l'automobile. Nous voulons encourager les gens de Rodrigues. Ceux qui perçoivent, par exemple, des *incentives*, qui perçoivent des *duty free*, de vendre leurs voitures après un certain nombre d'année à des Rodriguais. Donc, encourager le patriotisme économique au lieu d'aller acheter des vieilles voitures, au lieu d'aller acheter des carcasses à Maurice, Madame la présidente.

(Applause)

Le membre, Volbert a parlé également de cimetière. ... Rodrigues était toujours repris par le membre, Perrine. Rodrigues était toujours un cimetière des vieilles voitures. Mais aller voir selon les statistiques, on avait déjà même pose des questions par rapport à ça ici quand nous étions dans l'opposition. Aller voir *when there have been the greatest sales of vehicles at the Mechanical Workshop*. Derrière là, à Port Mathurin. C'était durant la période où le MR était au pouvoir.

(Applause)

C'est à cette époque-là qu'on a vendu beaucoup plus de carcasse. Allez voir, Madame la présidente. Mais je dois dire également qu'il y a la possibilité à travers les lois, le Consumer Protection Scraps Metal d'exporter des Scraps Metals, des vieilles ferrailles. Donc, ça existe déjà. Et là, nous devons encourager davantage les Rodriguais à se lancer dans ce type d'entreprise parce qu'il y a déjà quelqu'un mais nous allons encourager davantage d'autre personne à travailler en partenariat avec des gens de Maurice pour que nous puissions faire expédier d'autres véhicules qui ne sont plus utilisés ici à Rodrigues. Donc, Madame la présidente, quand j'analyse un petit peu plus profond ce que les membres de la minorité ont dit depuis ce matin. Je sens au plus profond de moi-même qu'ils ne sont pas vraiment contre ces règlements, il ne sont pas contre parce qu'ils sont aussi conscients, je sais ils aiment Rodrigues, ils aiment ce pays et ils aiment voir l'île Rodrigues devenir une île économique. Mais malheureusement, il y a quelque chose, enfin je peux comprendre, ils ont peur de ce que

va se passe, comme le Chef commissaire aime le dire, *action and the impact behind the action*. Ils ont peur of the impact behind this action of changing from seven years to ten years. C'est ça le problème, Madame la présidente. D'ailleurs, depuis ce matin ils ont parlé à maintes reprises des élections régionales. C'est à cause des élections, pour eux c'est ça la raison. Mais ce matin j'ai évoqué, j'ai expliqué pourquoi ça a pris du temps. Mais justement, le Minority Leader, M. le Minority Leader, je dois vous rafraichir un petit peu la mémoire de ce qui s'est passé en 2010, plus précisément vous pouvez ça dans le harsard du 18 mai 2010 à une question posait par *the then member Arlette Perrine Begue to the then Commissioner responsible for Housing, Public Infrastructure and Environment*. Elle avait posé une question supplémentaire, *I quote : « Can the Commissioner tell to the House (donc, c'était une question par rapport à setting up of property development company, board of directors, employees, etc.) why was it so urgent for the Commission to operate this company during an election période ? Can the Commissioner tell the House the urgency to deal with the application for housing. », end of quote*. Et, la reponse du commissaire d'alors, M. Grandcourt fut ainsi, donc il y avait premièrement certaine chose, *I quote : « Secondly, (as said by Mr Grandcourt) we have an annual workplan of my Commission and it was already planned that office should be inaugurated during the month of April regardless of elections. », end of quote. So, it is not a matter of election, we have a job to do. We had promised*. Le Chef commissaire avait pris cette engagement et élection ou pas nous honorons aujourd'hui, Madame la présidente, notre engagement pour le bien-être de la population de Rodrigues.

(Applause)

Madame la présidente, c'est aussi pitoyable d'entendre le membre, *the longest serving member of this House, en occurrence le Minority Leader*, de parler de l'autonomie, d'essayer réduire le pouvoir de l'autonomie. Quand il parle de pourquoi ne pas faire comme à Maurice, pourquoi les Rodriguais non pas les mêmes possibilités d'acheter des voitures au-delà de dix ans comme nos amis à Maurice. Mais, Madame la présidente, l'essence même de l'autonomie de Rodrigues, la lutte mener par notre Chef commissaire et les Rodriguais. C'était justement pour permettre à Rodrigues de passer, de faire voter des lois, des règlements en ligne avec les spécificités, en ligne avec ce que nous ici nous pouvons faire qui n'est pas nécessairement applicable sur Maurice. Parce qu'on ne peut pas copier tout ce qu'il y a à Maurice parce que certaines choses ne sont nécessairement applicables. Donc, c'est malheureux as a longest serving member of this House to hear people talking like that. Et, c'est encore plus écœurant quand on entend un autre membre parlait de '*we are weak*'. *The economy is weak. L'autonomie*

is weak. Alors si quelqu'un aspire de devenir commissaire, aspire de diriger ce pays parle de *weaknesses*, donc ça ne vaut pas la peine de continuer de lutter pour ce peuple. Donc, laisser la place aux autres.

Madame la présidente, donc avec ce règlement, je voudrais vous dire que nous n'avons inventé la roue. Nous n'inventons pas la roue. Au contraire, ce sont les tendances mondiales. Donc, beaucoup de pays dans le monde aujourd'hui vont vers cette tendance de réglementer l'âge limite des voitures. Plusieurs pays sont déjà inscrits dans cette logique refusant ainsi des poubelles des pays développer. Par exemple, donc le Chef commissaire adjoint a donné beaucoup d'exemples par rapport à ça. Mais moi je vais ajouter aussi que le Sénégal, par exemple, interdit l'importation des véhicules de plus de cinq ans depuis 2003. 2003, bien, bien avant nous. Et, il y a une quarantaine de pays qui ont au contraire imposés des règles beaucoup plus strictes sur les importations. Certains pays, comme le Chili ou l'Afrique du Sud interdisent tout simplement, interdisent carrément l'importation des voitures d'occasion. Le Sri Lanka impose une limite d'âge de trois ans. Donc, même si Rodrigues est une petite île, le Chef commissaire, il aime toujours dire ça – nous ne pouvons pas vivre en isolation. Nous devons travailler par rapport au mouvement mondiale. Nous devons voir qu'est-ce qui se passe à l'extérieur et l'année dernière, soit le 26 octobre 2020, il y a eu un rapport publié par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), où il parlait de vieux, (je cite), polluante et dangereuse les voitures d'occasion exporter par million représente une menace pour les pays en développement faute de nombre suffisante. Donc, ce document vous pouvez consulter ça sur internet. Donc, c'est un document qui a été compilé pour la première fois et qui compile les données de 146 pays, justement sur ces véhicules exportés en destination, surtout des pays en développement. Mais, Madame la présidente, autrefois, le Chef commissaire toujours disait ça – on considérait Rodrigues comme des citoyens de deuxième grade. Mais nous ici nous ne voulons pas que les Rodriguais soient considérés comme des citoyens de deuxième grade. Nous ne pouvons pas viser toujours à permettre au Rodriguais d'acheter des vieilles voitures, des voitures de deuxième mains, au contraire. Si vous regardez également sur le site de la PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), il y a un article très intéressant où on parle, les véhicules d'occasions vivent une seconde vie en Afrique mais à quel prix ? Donc, c'est important aussi d'aller se documenter, de voir quels sont les tendances mondiales. Donc, nous ne pouvons pas rester ici dans notre zone de confort pour essayer de plaire à tout le monde, sans penser que petit que nous sommes, petite que soit cette île, nous pouvons apporter quelque chose de grand, de bien au niveau international. C'est ce

que Mme. Rose De Lima Edouard a cité un extrait du magazine Eco, il me semble, par rapport à ce que Rodrigues a fait de grand. Mais il est important aussi de noter que le rapport mentionne que la réglementation sur les importations de voiture dans la plupart de ces 146 pays en développement étudiaient est faible ou très faible. Et, par la suite, le rapport à également montré que les pays, tels que le Maroc et l'île Maurice, qui ont mis en œuvre des politiques incitatives ont pu accéder à des véhicules modernes, comme les voitures hybride et électrique à des prix abordables. Donc, pour nous, notre vision, c'est d'emboîter le pas de Maurice et de Maroc. Nous voulons copier ce qui est bien, ce qui est beau et c'est ça que nous devons faire, Madame la présidente.

(Applause)

Et moi, quand ce matin le membre Augustin a parlé des *incentives*. Donc, d'abord il y a ce règlement, il y a l'esprit de la loi, il y a l'esprit de ce règlement. Mais nous à terme, nous visons à faire mieux que ça. Nous allons venir de l'avant avec d'autre *incentive* justement pour permettre au Rodriguais de bénéficier des bonnes choses. Nous travaillons dans une approche intégrer. Nous sommes venu avec des mesures, par exemple, pour permettre à chaque famille Rodriguaise, même à très faible revenue, d'avoir *ene bon lakaz*. Nous soutenons nos entrepreneurs, nos agriculteurs, nos éleveurs à travers les différents schémas. Nous avons aidé les bus *owners* à travers le Bus Modernisation Schemes. Aujourd'hui, même avec la loi de sept ans. Quand on a passé cette loi, qu'est-ce qu'on a fait, Madame la présidente ? On est venu avec le Bus Modernisation Scheme et on a vu que 37 propriétaires d'autobus ont pu bénéficier de ce *scheme*. Et, personne n'a opté pour un véhicule de seconde main. Et, c'est ça que nous visons à terme, même avec la loi de sept ans ou de dix ans, nous voulons que les Rodriguais puissent bénéficier de ces facilités d'avoir des bonnes voitures avec les *schemes* que nous allons mettre en place.

Donc, Madame la présidente, nous travaillons donc déjà sur plusieurs projets et nous allons bientôt venir de l'avant avec d'autres mesure incitative pour encourager les gens à acheter des voitures neuves, des voitures moins polluant, plus écologique, moins gourmand en carburant et en énergie fossile, aussi des voitures plus sécurisant et rêvons qu'un jour il n'y ait plus de carcasse à Rodrigues. Vous pouvez demander à un de votre ami qui vient d'intégrer votre partie, M. M. G. qu'est-ce qui s'est passé avec une petite voiture qu'il avait achetée ? Pour combien de temps il a pu faire rouler cette voiture, Madame la présidente ?

Donc, pour terminer, je dois dire aussi que, donc, le membre Volbert a parlé de la COVID-19. Donc, c'est vrai dans ce présent règlement nous avons mis deux ans *to be in line*

with the National Land Transport Authority pour les contract car. Mais exceptionnellement, à cause COVID-19, le National Land and Transport Authority a donné une dérogation pour qu'on puisse faire enregistrer même une voiture allant jusqu'à quatre ans comme contract car. C'est dans ce même esprit que le Conseil Exécutif, nous avons décidé d'autoriser des gens, des Rodriguais à acheter des voitures de dix ans, à partir de la semaine prochaine en attendant l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, Madame la présidente. Donc, nous allons faire ça dès la semaine prochaine.

(Applause)

Madame la présidente, donc de ce côté de la Chambre, nous sommes fiers d'avoir travaillé d'arrachepied, en équipe pendant toutes ces d'années, pendant plus de dix ans. Nous avons montré que nous avons un bilan et les gens, les Rodriguais ne vont décider s'ils vont votes en notre faveur ou pas à cause de ces règlements. Donc, le bilan que nous avons est très, très honorable, très, très éloquent et le peuple de Rodrigues va prendre sa décision par rapport à ce que nous avons présenté la semaine dernière. Nous allons continuer à faire ce que nous savons faire et ce que nous croyons bon pour Rodrigues et pour les Rodriguais. L'essentielle, Madame la présidente, pour nous, c'est de se mettre au service de Rodrigues et de léguer une île vivable pour un avenir durable à nos générations futures. Donc, nous prenons nos responsabilités et je suis sûre que tous les Rodriguais, toutes les familles Rodriguaises seront heureux d'avoir ce beau cadeau de Noel et ce beau cadeau pour l'année 2022.

Donc, je profite de cette occasion pour souhaiter un très joyeux Noel à tout le monde, au peuple de Rodrigues, à tous les membres et les personnels de cette Assemblée. Donc, joyeux Noel et bonne Année. Merci.

(Applause)

Madam Chairperson: Commissioner?

Mr Baptiste: Madam Chairperson, I beg to move that the Assembly in accordance with Standing Order 62, does now resolve into a committee of the whole Assembly.

COMMITTEE STAGE

(Madam Chairperson in the Chair)

Madam Chairperson: Please be seated. Respected Members, we will move page by page. Page 1? Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021. Page 1? Page 2? That will do for the Committee Stage.

/UNREVISED/

On the Assembly resuming with Madam Chairperson in the Chair, Madam Chairperson reported accordingly.

Madam Chairperson: Yes, please be seated.

Respected Members, I am pleased to report to you that the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Shrimp) Regulations 2021 has passed the Committee of the whole Assembly without amendment.

The motion was, on question put, agreed to.

MOTION

The Commissioner for Fisheries and Others (Mr J. R. Payendee): Madam Chairperson, I beg to move the motion standing in my name and which reads as follows: -

“This Assembly is of the opinion that, by virtue of section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Restriction on Fishing of Crab) Regulations 2021”.

Mrs Gaspard Pierre Louis rose and seconded.

Mr Payendee: Madam Chairperson, I beg to move that the Assembly in accordance with Standing Order 62 does now resolve into a Committee of the whole Assembly.

The motion was, on question put, agreed to.

STATEMENTS

END OF YEAR GREETINGS

The Deputy Chief Commissioner: Madam Chairperson, allow me please before moving for the motion for adjournment to make a short statement to this House.

Madame la présidente, l'année 2021 tire à sa fin et nous voilà juste au début de 2022. Comme à l'accoutumer, je voudrais profiter de cette période festive pour présenter mes vœux de fin d'année. C'est avec un immense plaisir que je vous présente, Madame la présidente, et à votre époux et famille mes meilleurs vœux pour le Noël et pour la nouvelle année 2022. Mes vœux de joyeux Noël et de bonne année aussi vont à tous mes collègues commissaires et à leurs familles, au Leader de la minorité et son épouse et ainsi qu'au auguste membres de cette Assemblée et à leurs familles.

Madame la présidente, puis-je vous demandez, en mon nom personnel et au nom de tous les membres de cette l'Assemblée régionale, de transmettre au Président de la République,

/UNREVISED/

Son Excellence Prithvirajsing Roopun, et Madame, au Premier ministre, Honorable Pravind Kumar Jugnauth, et Madame, au Premier ministre adjoint, l'Honorable Steven Obeegadoo, et Madam, aux différents membres du Cabinet du Premier ministre, au Speaker de l'Assemblée Nationale, Monsieur et Madame, au Leader de l'Opposition, l'Honorable Luc Xavier Duval, et Madame, et aux membres de l'Assemblée Nationale et à leurs familles, nos vœux de bonne et heureuse année 2022. Nos meilleurs vœux vont pour un joyeux Noël et une bonne nouvelle année vont aussi au Clerk de l'Assemblée régionale, à tous les personnels de l'Assemblée régionale et à leurs familles, ainsi qu'aux policiers et à leurs familles. Nous souhaitons voir également au Island Chief Executive et le personnel de mon bureau, les Departmental Heads ainsi que tous les personnels des différentes commissions et à leurs familles.

Madame la présidente, je voudrais souhaiter à toute la population de Rodrigues, tous les enfants, les jeunes et les adultes, un joyeux Noël et une bonne et heureuse année. Je voudrais remercier la population pour leur courage et leur coopération durant ces temps difficiles et sans précédente auquel nous avons dû faire face avec la COVID-19 e 2021. L'union fait la force et je suis confiant, qu'ensemble nous allons surmonter cette épreuve. Nous souhaitons ardemment que l'année 2022 sera une meilleure année. Au-delà de ce que l'année 2021, qui s'achève aura représenter pour chacun d'eux en terme d'épreuve, de joie, de défi, je les remercie de croire en mon gouvernement et leur intérêt et dévouement pour contribuer dans le développement de Rodrigues.

Je vous remercie, Madame la présidente, pour votre attention.

Madame la présidente, permettez-moi de vous remercier personnellement et nom de mon équipe gouvernemental pour la manière que vous avez dirigé les débats dans cette auguste Assemblée durant ces cinq dernières années. Je veux affirmer que vous avez été à la hauteur de la fonction par votre sens du devoir et votre impartialité. Vous avez su démontrez au monde entier l'intelligence et la capacité de la femme Rodriguaise. Je vous remercie pour cela. Vous entrez dans l'histoire de ce pays en étant été la première femme Présidente de l'Assemblée régionale. Merci, beaucoup.

(Applause)

Madam Chairperson: Thank you, *Chef commissaire*. Minority Leader, next please.

The Minority Leader: Merci, Madame la présidente. Permettez-moi de me joindre au Chef commissaire pour vous souhaiter aussi à vous et à M. Spéville nos meilleurs vœux de fin d'années, un joyeux Noël et une très bonne et heureuse année. Je souhaite aussi au nom de la

minorité, nos meilleurs vœux au Chef commissaire et Madame, au DCC et Madame et les Commissaires, à tous les membres de l'Assemblée régionale et leurs conjoints, au Clerk de l'Assemblée régionale et sa fille, et permettez-moi aussi de vous demander de transmettre nos meilleurs vœux au Président de la République et Madame, le Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth et Madame, les membres du Cabinet et leurs conjoints, le Leader de l'Opposition, M. Xavier Luc Duval et Madame, ainsi que les membres de l'Assemblée Nationale. Et, Madame la présidente, veuillez aussi transmettre nos meilleurs vœux aux dignitaires religieux et tous ceux qui prient pour Rodrigues, les personnes âgées, les centenaires, les enfants et à tous les Rodriguais qui vivent quand même des moments parfois difficiles dans ce pays. Je pense à tous ceux qui nous ont quittés, à tous ceux qui ont été victimes du COVID, que ce soit nos amis à Maurice et les autres personnes à Maurice. Donc, aussi de transmettre nos meilleurs vœux au ICE, et à tous les DHs et en même temps les policiers qui travaillent ici, le staff et tout le staff de l'Assemblée régionale. Merci.

(Applause)

Madam Chairperson: In my own name and on behalf of the staff of the Regional Assembly, I thank the Chief Commissioner and the Minority Leader for their kind words and good wishes. Respected Members, I wish to associate myself with the season's greetings as expressed by the House to the President of the Republic, His Excellency, Mr Prithvirajsing Roopun, GCSK and Mrs, to the Honourable Prime Minister, Mr Pravind Kumar Jugnauth and Mrs, to Mr Speaker of the National Assembly, Honourable Sooroojdev Phokeer, GOSK, to the Honourable Ministers and Honourable Members of the National Assembly and their respective families.

I am pleased to extend my best wishes for a Merry Christmas and a Happy New Year 2022 on behalf of the Secretariat of the Rodrigues Regional Assembly and on my own behalf to the Chief Commissioner, Mr Louis Serge Clair, GCSK and Mrs, to the Deputy Chief Commissioner, to all Commissioners, to the Minority Leader, to the Deputy Chairperson, to all Respected Members and their respective families.

I direct the Clerk, to transmit the season's greetings of our Regional Assembly, including those of the Chief Commissioner and the Minority Leader to all concerned.

Being on the Chair during the different sittings of this august Assembly, the cradle of our regional democracy for almost five years now has been my immense honour and privilege. We had difficult times but we also had good times. As guardian of the Standing Orders and

/UNREVISED/

Rules of this House, I encouraged freedom of speech within such parameters of these same rules. All throughout the different sittings, the main concern was to promote the foundational norms of parliament, these are; discipline, decorum and dignity, which are of paramount importance for the success, efficient functioning and prestige of parliament.

Allow me to thank, Respected Members of this august Assembly for their kind collaboration and understanding all throughout these years. Thank you, Chief Commissioner and thank you Minority Leader for their collaboration. I also avail myself of this opportunity to extend my gratitude and thanks to the Clerk of the Regional Assembly, Miss Legentil, the Serjeant-at-Arms and his team and all the members of the staff of the Assembly for their collaboration during those years, and convey to them and their families my best wishes. Once again, my best wishes for a Merry Christmas and a prosperous New Year 2022 to you all. God bless you all, thank you.

(Applause)

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: Madam Chairperson, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 15 February 2022 at 10.30 a.m.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Chairperson: The House stands adjourned.

At 4.36 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 15 February 2022 at 10.30 a.m.